

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 50 (1163) 18 décembre 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

2 – 3

Oui, il y a de la place pour eux



«Nous ne sommes pas dangereux, nous sommes en danger !»

INDEX

Vivre avec la mort au coeur

A la recherche des
victimes de l'Elise D.
..... P. 2-3

L'indignation sélective du PS

Les rumeurs n'ont pas
commencé
avec Di Rupo
..... P. 4

Arrêtez ce fou d'Ostende

Vives réactions aux
tentatives de recruter
les facteurs comme flics
..... P. 6

Clabecq sauvé par Collignon ?

Faire confiance au PS-
SP, c'est la fermeture
..... P. 10

C'était 1996

L'année de la révolte
..... P. 11-14

Les patrons attaquent Quelle CCT pour quelle société ?

..... P. 16-17



La longue quête de vérité sur les victimes de l'Elise D

Joke De Simpelaere, Myriam De Ly

«Personne ne s'est donné la peine de rechercher qui ils étaient... Deux jours après la Noël 1995, après le déchargement de la cargaison, leurs corps avaient finalement été découverts à bord de l'Elise D. Une semaine plus tard, ils rejoignaient leur dernière demeure au Schoonselhof. Mais les mères d'Inconnu I et d'Inconnu II ne sauront jamais qu'ils sont morts. Un sort inhumain. Voilà pourquoi j'ai décidé de partir à leur recherche.» Raf Custers présente le récit de son enquête dans le livre "Blinde Cargo". Rencontre avec l'auteur et Julius, un des survivants de l'Elise D.

«Il faut avoir la mort au coeur»

Vande Lanotte mène les clandestins à la mort

Raf Custers commence par interroger les survivants de l'Elise D. et d'autres réfugiés rencontrés aux alentours du Petit château, à Bruxelles. Puis, le voilà parti en Afrique. D'abord à Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire, d'où est parti l'Elise D. Ensuite au Bénin, pour arriver au Nigeria, probablement le pays d'origine d'un des inconnus.

Raf Custers : «Parmi les réfugiés, les passagers clandestins sont vraiment les parias. Ils voyagent dans des conditions dramatiques, voire extrêmes. Un bateau a, par exemple, été complètement démantelé dans un port américain : on a trouvé deux squelettes dans le ponton. Ils s'y trouvaient peut être depuis des années. Des réfugiés guinéens sont parvenus à San Pedro (Côte d'Ivoire) en voyageant dans l'espace réservé à l'ancre du navire, une sorte de conduit profond de 10 mètres. Ils ont été découverts avant que l'ancre ne soit jetée, sans quoi ils auraient été broyés.

Sur l'Elise D, dix-sept personnes ont été arrêtées à la dernière escale à San Pedro. S'ils avaient également fait le voyage, la catastrophe aurait été encore bien pire. On m'a raconté le récit d'un homme dissimulé dans le baril d'huile usée d'un moteur de bateau et respirant à l'aide d'un roseau.

Les passagers clandestins sont débusqués à l'aide d'insecticides utilisés pour protéger les fèves de cacao. Certains se glissent dans des containers. Beaucoup ne survivent



Raf Custers : La nouvelle loi de Vande Lanotte impose aux transporteurs une amende administrative de 150.000 F. par passager clandestin. Ils seront encore plus à être jetés par dessus bord.

pas au voyage.

Et pourtant, ils tentent le coup, ils continuent à prendre des risques incroyables pour quitter leur pays. Car ils n'ont pas le choix : c'est ça ou mourir de faim, c'est ça ou se retrouver en prison. Cissé, un passager clandestin ivoirien, m'a confié : «Il faut avoir la mort au coeur. Peu importe si tu n'y survis pas, tu as au moins essayé.»

Passagers clandestins jetés par dessus bord

Raf Custers : «Il se passe des

dramas atroces sur la mer. Les dures réalités économiques l'emportent sur la "loi de la mer" selon laquelle les marins doivent porter secours aux personnes en péril. Cette année, le capitaine et les officiers taiwanais du Maersk Dubai ont jeté trois Roumains par dessus bord. Deux en mars et un en mai. Le bateau allait d'Alger vers le Canada. L'équipage philippin a pu arrêter un des assassins et le livrer à la police. En 1992, il y eut le cas du McRuby. Le capitaine de ce navire a tué sept Ghanéens et un Camerounais, puis a jeté les huit corps à la mer.

Combien de passagers clandestins sont ainsi passés par dessus bord chaque année ? Des dizaines ? Des centaines ? La situation ne peut qu'empirer sous l'effet des nouvelles lois européennes et de Vande Lanotte. Les transporteurs ayant convoyé des passagers clandestins sont en effet soumis à de lourdes amendes. Au Canada, destination du Maersk Dubai, la peine est de 7.000 dollars canadiens par clandestin découvert. Cela représente 155.000 FB. Certains sont prêts à tout pour ne pas arriver au port avec des réfugiés à bord.

Les cargos sont inspectés au départ mais tout doit aller très vite : le plus souvent, le chargement doit être effectué en un jour. Il y a de plus en plus de passagers clandestins, maintenant aussi au départ de l'Asie. La question des amendes va donc avoir de sérieuses conséquences. Plus de gens, encore, risquent d'être jetés par dessus bord.»

Vande Lanotte exige 150.000 F par clandestin

En Belgique, les entreprises de transport sont sanctionnées si elles ont véhiculé des réfugiés sans visa ou passeport. Les amendes pénales encourues sont, en pratique, assez difficiles à appliquer. Mais voilà qu'intervient la loi Vande Lanotte. Désormais, les transporteurs sont passibles d'une amende



"Blinde Cargo" (EPO), l'ouvrage (en néerlandais) de Raf Custers sur les passagers clandestins de l'Elise D.

administrative de 150.000 F par passager et ils ont l'obligation effective de contrôler les documents des personnes transportées. En outre, la catégorie des étrangers ne pouvant pénétrer sur le territoire a été étendue aux passagers sans moyen d'existence et aux passagers condamnés ou "indésirables".

Raf Custers : «En pratique, cela concerne les compagnies aériennes. Mais les bureaux d'études du Service des étrangers planchent sur l'extension de ces mesures aux compagnies de navigation.»

"Economie globale", un autre nom pour l'exploitation

Les passagers clandestins prennent des risques immenses pour quitter la misère et le dénuement. Leur cause : le pillage des pays d'Afrique de l'Ouest ? A travers des témoignages concrets, le livre "Blinde cargo" en dévoile quelques mécanismes.

Raf Custers : «Un Camerounais m'a dit "nous produisons ce que nous ne consommons pas et nous consommons ce que nous ne produisons pas". La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial

de cacao, mais personne n'y mange de chocolat. On trouve parfois dans les villages du café... soluble. Cacao, fruits, café, bois : tout est exporté. A San Pedro, deuxième port du pays, les vues aériennes montrent des troncs d'arbres flottant à côté des cargos avant d'y être chargés. La forêt est littéralement pillée. Depuis les années 80, une petite industrie locale s'occupe du bois, mais tout est destiné à l'exportation.

Les matières premières sont

pillées, ce qui oblige le pays à importer des aliments. En 1990, ces importations se sont élevées à 2,4 milliards \$. La dette extérieure ne cesse de croître. La domination s'approfondit. On la nomme désormais "économie globale" ou "marché libre".

Un exemple : les intérêts français ont éliminé un armateur local, la Sitram, afin d'assurer elle-même le transport de marchandises. L'armateur français Delmas-Vieljeux a conclu une joint-venture avec la

Sitram et lui a mis une dette impayable sur le dos, provoquant sa faillite.

La Côte d'Ivoire perdait ainsi un atout important. Ceci est apparu clairement ces dernières années à l'occasion de la campagne cacao. Le Caistab, un service d'Etat, s'employait à faire baisser le prix des frais de transport afin de compenser les pertes de revenus résultant de la récolte de cacao. La Banque mondiale et les armateurs étrangers ne l'ont pas accepté et la

Côte d'Ivoire a finalement été obligée de céder.

En effet, le pays ne dispose plus de bateaux propres pouvant appareiller si ceux des armateurs étrangers restent à quai.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international exigent plus de privatisations et de coupes dans les services publics à chaque fois qu'ils accordent des crédits. Ils poussent toujours plus loin la destruction de l'économie nationale.»



Les funérailles d'Inconnu I et Inconnu II.

«Miracle : nous en sommes sortis vivants»

Restent la clandestinité, les ordres d'expulsion,...

Julius Buya est l'un des six passagers clandestins de l'Elise D, le cargo arrivé dans le port d'Anvers l'année dernière avec six clandestins à bord. Deux d'entre eux n'avaient pas survécu au voyage. Aujourd'hui, Julius vit dans notre pays dans la clandestinité, parce que sa demande d'asile a été rejetée. Nous avons eu un entretien avec lui.

Lorsque nous lui demandons pourquoi il a tout quitté et ce qu'il espérait trouver en Europe, Julius répond : «Au Sierra Leone ma vie était en danger car, tant au front qu'en prison, si je refusais de partir à la guerre, la mort m'attendait. J'espérais trouver la sécurité en Europe. En Belgique, c'est difficile à présent, parce que je ne peux pas travailler. Je ne peux même pas me promener dans la rue. Mais au moins je n'ai pas à craindre pour ma vie. C'est le plus important pour moi.»

Julius est l'un des 140.000 réfugiés qui ont fui le chaos et la violence au Sierra Leone et se sont retrouvés dans le pays voisin, la Guinée. Il avait 22 ans à l'époque. Ses parents avaient été assassinés. S'il était resté dans son pays, il aurait été enrôlé de force dans l'armée ou dans une milice et amené immédiatement au front. L'afflux de réfugiés et le manque de travail l'ont poussé à quitter la Guinée-Conakry pour se rendre en Côte d'Ivoire.

Avec Tommy Tucker, une jeune compatriote, il est monté à bord d'un bateau à Abidjan. Ils se sont cachés dans les cales derrière des sacs de cacao. La cargaison était destinée à l'Europe. Les cales ont été fermées et ils s'y sont trouvés



Julius Buya, un des passagers clandestins ayant survécu à la tragique traversée.

prisonniers. La traversée a été dramatique et ils ont tous failli y laisser la vie. «Nous n'avions rien à manger ni à boire et il faisait horriblement chaud dans les cales. J'avais découvert un réservoir d'eau servant de ballast qui nous a permis de nous rafraîchir, mais l'eau était inaccessible.» Julius est finalement parvenu à atteindre le pont via un trou d'aération. Il a averti l'équipage de la présence d'autres réfugiés dans la cale. Ils y sont restés durant douze jours et c'est de justesse qu'ils en sont sortis vivants.

«Nous avons eu de la chance, raconte Julius, car le capitaine avait été sur le point de gazer la cargaison. Nous n'aurions pas survécu.» Le gazage de la cargaison se fait normalement avant la fermeture des cales. La cargaison est traitée avec un produit chimique contre les insectes et les parasites. Julius et Tommy ont expliqué au capitaine qu'il y avait encore d'autres réfugiés dans les cales, parce qu'ils avaient entendu

crier. Après quelques jours, ils n'avaient plus rien entendu. Dans la cale, les marins ont trouvé deux cadavres. Ils n'avaient pas survécu à la traversée. «J'avais la gorge serrée, parce que je savais que c'étaient des gens comme nous, privés de nourriture et de boisson dans une chaleur étouffante, mais eux en étaient morts. C'est un miracle que nous ayons survécu.»

La Belgique prive les réfugiés de tout revenu

Julius, Tommy et deux autres survivants de l'Elise D ont été transférés au centre 127 de Steenokkerzeel, un centre de transit fermé. Initialement, les autorités avaient voulu renvoyer les rescapés avec l'Elise D dans lequel ils étaient arrivés. Mais l'intervention de l'asbl Frontières Ouvertes les en a empêchés. Julius : «Je suis resté dans le centre de Steenokkerzeel pendant deux semaines. Ensuite, j'ai été transféré à Zaventem où je suis resté deux mois. Finalement, je me suis retrouvé au Petit Château.» Lorsque sa demande d'asile politique a été rejetée, il allait normalement être placé dans un avion à destination de son pays d'origine. Mais le transport aérien vers le Sierra Leone étant interrompu à cause de la guerre civile et la Côte d'Ivoire refusant l'arrivée de nouveaux réfugiés, Julius a reçu cinq jours pour trouver lui-même un pays d'accueil. Il a choisi la Belgique. Il y vit dans la clandestinité, sans aucun moyen de subsistance.

Pas de véritable enquête

Il n'y a pas eu deux mais quatre morts inconnus au port d'Anvers entre Noël et Nouvel an, l'année dernière. Quelques jours après le drame de l'Elise D, deux cadavres ont été trouvés à bord du Nedlloyd Zaandam. Au quai 728, les corps de deux Africains venant du Bénin ont été sortis du container 407622. Tout a été fait pour étouffer l'affaire. Les pompes funèbres ont reçu l'ordre formel de l'assureur de rester muet sur les morts de ce container. Le Nedlloyd Zaandam ne devait pas devenir un second Elise D. Les autorités n'ont pas mené de véritable enquête.

Bien qu'un corps de l'Elise D. présentait des traces de mauvais traitement, il n'a pas été question de «mort suspecte».

Six procès-verbaux ont été rédigés par les autorités du port pour le Procureur général d'Anvers. Raf Custers n'a pu y avoir accès sous prétexte qu'il n'avait aucun «intérêt personnel» dans l'affaire.

«Mon intérêt personnel, c'est ma motivation, mon indignation : quatre personnes sont mortes loin de chez elles, sans qu'on ait cherché à savoir ce qui s'est passé, sans qu'aucun de leurs proches n'en aient été avertis.»

Dockers africains

Raf Custers a visité 3 ports : Abidjan, le premier port pour le thon d'Afrique, San Pedro, petit port de Côte d'Ivoire et Cotonou au Bénin. Il a enquêté, interviewé, observé, il est monté à bord des bateaux et a essayé de voir ce que ressentait un passager clandestin, découvert quelques heures avant le départ. Mais il a aussi regardé les dockers, qui se crèvent pour un salaire de misère. Un travailleur manuel a officiellement droit à

un salaire horaire de 14 francs, un pointilleur de 2,4 francs. Tous doivent supplier chaque jour d'avoir du travail. Certains dockers doivent emprunter de l'argent pour payer le bus pour aller au port.

Aucune aide aux chômeurs n'est procurée. Le chargement et le déchargement des bateaux ne va jamais assez vite. Tout transite par container. On décharge jusqu'à 1000 containers par jour.

Frontières Ouvertes lutte pour :

- L'ouverture inconditionnelle des frontières et la suppression de l'arrêt de l'immigration de 1974.
- L'achat des matières premières à des prix justes.
- Le retrait de loi Vande Lanotte.
- Le respect des droits démocratiques et sociaux des réfugiés et des immigrés.

tiques et sociaux des réfugiés et des immigrés.

- La fermeture des centres fermés (Steenokkerzeel, le Refuge, ...).
- L'arrêt des déportations.
- La régularisation de tous les clandestins.



Les survivants de l'Elise D attendant leur libération.

Hommage à Inconnu I et Inconnu II

L'argent et les marchandises peuvent circuler librement mais pas les hommes et les femmes du tiers monde. Frontières ouvertes organise un hommage à Inconnu 1 et Inconnu 2, victimes de l'Elise D.

Samedi 4 janvier à 14h.

Rendez-vous à Anvers, au Waalse Kaai (à la Zuiderpershuis). Départ en bus vers le Quai 324, hommage aux docks. Ensuite, au cimetière Schoonselhof, hommage sur les tombes.

Rencontre avec Raf Custers

L'auteur de «Blinde Cargo» parlera de «la traversée de l'Elise D.» au Centre International, bd

Lemonnier 171 à Bruxelles, **mercredi 15 janvier à 20h.** (français/néerlandais).

EDITORIAL

L'indignation sélective du PS

Herwig Lerouge

Di Rupo a été blanchi par la majorité de la Chambre. Grafé par contre a préféré devancer son inculpation et a démissionné.

Continuer l'enquête sur Di Rupo aurait conduit à une crise gouvernementale. «La direction du PS a menacé de ne pas assister au Conseil des Ministres si Di Rupo n'était pas blanchi dans tous les dossiers à sa charge.» (1) Le CVP s'est rangé. Le patronat ne veut pas laisser tomber les socialistes.

D'ailleurs, que pourraient lui apporter de plus les libéraux ? En quoi leur programme est-il plus à droite que celui des socialistes ? Et ceux-ci ont un atout majeur. Grâce à leur influence dans le mouvement syndical, ils ont été on ne peut plus efficaces pour briser la résistance des travailleurs contre le budget, la réforme des pensions, la norme salariale et les privatisations. Di Rupo lui-même a bien travaillé pour le patronat dans toutes ces questions. Dehaene sait qu'il aura encore besoin d'eux pour démolir les pensions des services publics, pour faire payer par les patients le nouveau trou de 20 milliards dans l'assurance-maladie. La direction du PS est fort utile à la bourgeoisie.

La direction du PS met en scène un "remake" de l'opération «Sauvez le SP», organisée avec succès par Tobback pour se sortir de l'affaire Agusta aux dernières élections. Di Rupo se présente en victime d'un complot ourdi par les libéraux et les conservateurs de la magistrature. Tout comme Tobback en 95, Busquin brandit la menace de l'extrême droite. Il a demandé qu'on discute du cordon sanitaire autour du Vlaams Blok et du Front National.

La direction du PS s'indigne du climat de délation déclenché autour de Di Rupo. La délation n'indigne les dirigeants PS que lorsqu'elle touche les riches et les puissants. Les a-t-on entendu protester quand Vande Lanotte a appelé les postiers à dénoncer à la gendarmerie les travailleurs en noir, les réfugiés clandestins ? Ou contre la création du numéro vert de délation de la gendarmerie ? Les a-t-on entendu protester contre l'arrestation des employés de la Kredietbank de Luxembourg qui ont dénoncé la fraude de centaines de riches belges ? La direction du PS fait une affaire de gouvernement de l'affaire Di Rupo. Pas de tapage lors de la loi raciste de Vande Lanotte sur les réfugiés, ni des privatisations, ni du blocage des salaires, ni des pouvoirs spéciaux, ni de l'exclusion de dizaines de milliers de chômeurs. Au contraire, le PS y a pleinement participé. La direction du PS a choisi son camp. Celui des riches et des puissants. Elle fait partie d'un gouvernement qui installe un Etat policier. Si vous vous inquiétez du climat de plus en plus répressif, luttiez avec le PTB pour un programme réellement démocratique.

1. *De Morgen*, 13 décembre 1996.

Les rumeurs n'ont pas commencé avec Di Rupo

La gendarmerie et Vande Lanotte organisent la justice expéditive

Elio Di Rupo dit avoir résisté «pour la liberté... pour mon pays, qui ne peut sombrer dans la haine, la délation» : «J'ai été guidé par l'image des résistants et des innocents embarqués vers les camps de concentration et celle des enfants assassinés et de leurs parents». (1)

Herwig Lerouge

Le PS s'érige aujourd'hui en résistant contre «le règne de la rumeur, contre la justice expéditive». Ces déclarations sont cyniques. Le gouvernement dont fait partie le PS est en train de transformer notre pays en un Etat policier. Car les atteintes à la démocratie, la rumeur, l'appel à la délation, la justice expéditive n'ont pas commencé avec Di Rupo.

Comment faut-il taxer les coups de fil de la gendarmerie à Anita Goffins, responsable du Comité limbourgeois pour les enfants disant que «le PTB a infiltré le comité Kim et Ken et que ce parti veut recourir à la violence lors des marches blanches». Comment faut-il qualifier la circulaire soumise par la PJ au comité «Pour nos enfants» évoquant «des rumeurs selon lesquelles le PTB voudrait provoquer des bousculades» ? N'est-ce pas le règne des rumeurs quand un communiqué de la police de Schaerbeek accuse d'escroquerie les membres du PTB qui vendent des cartes de soutien pour les familles des victimes ? Comment taxer les communiqués de la gendarmerie sur la station de TV kurde «Med-TV», accusée de blanchiment d'argent et de trafic d'êtres humains. Deux mois plus tard, aucune de ces accusations n'est retenue. Les dommages sont extrêmement lourds alors que le dossier est vide, déclare l'avocat des Kurdes. C'est la gendarmerie et Vande Lanotte qui ont installé le règne de la rumeur. Il faut les empêcher de nuire.

Délation et justice expéditive

Di Rupo est victime d'accusations anonymes. Mais ces accusations proviennent entre autres du numéro vert de la gendarmerie. Et comment qualifier l'action de Vande Lanotte qui veut transformer les agents des services publics en indicateurs de la gendarmerie ?



Les militants du PTB ont été systématiquement arrêtés durant les manifestations après les "rumeurs" selon lesquelles ils allaient provoquer des incidents.

Les grands organisateurs de la délation sont la gendarmerie et le gouvernement dont fait partie Di Rupo. C'est eux qu'il faut arrêter.

Di Rupo se plaint de l'inconsistance du dossier contre lui. Serge Moureaux (PS) a exigé «que l'on mette un arrêt définitif à ces procédés qui nuisent à la démocratie». (2) Mais que dire de la justice rapide instaurée par Wathelet contre la petite criminalité ? La 58e Chambre de Bruxelles juge des jeunes sans discontinuer. Ils doivent comparaître quelques semaines à peine après les faits, sur base des seuls témoignages de policiers et sans que la défense n'ait eu le temps de consulter sérieusement le dossier. La semaine dernière, six jeunes d'Anvers ont déjà été condamnés pour leur participation à une manif pro-Connerotte avant la Marche blanche. La justice expéditive, c'est le gouvernement Di Rupo qui l'organise contre les jeunes du peuple.

Le PTB s'est vu interdire de défendre son point de vue lors

de la Marche blanche. La police d'Anvers et de Bruxelles a obligé les organisateurs des manifestations étudiantes la semaine dernière à «dénoncer les infiltrants dans la manif à la police». Des membres du PTB ont été systématiquement arrêtés lors de manif étudiantes. La police et la gendarmerie font systématiquement signer aux organisateurs de manifestations une déclaration selon laquelle ils sont responsables de tous les dégâts et des incidents qui pourraient survenir lors de leur manifestation. Ne s'agit-il pas d'atteintes à la liberté d'expression et de manifestation ?

Suppression des libertés constitutionnelles

Et que dire des brutalités policières croissantes dans les communes où le PS est dans la coalition ? Comme à la police de Schaerbeek où on oblige des femmes qui diffusent des tracts à se déshabiller.

Comment faut-il nommer le plan selon lequel la gendarmerie absorbe les autres services de police, s'empare de la compétence d'investigation du Parquet et réduit la compétence du juge d'instruction à délivrer des mandats et élimine le contrôle externe ? N'est-ce pas là un pas de plus vers l'Etat policier ?

Le gouvernement et la gendarmerie sont en train de récupérer le mouvement de masse pour plus de justice et de démocratie. 135 personnalités du monde artistique et du milieu universitaire, proches du PS, ont publié une lettre ouverte contre «la délation et le lynchage politique». Ils dénoncent le régime de la rumeur. Tout à fait. Mais alors commençons à lutter ensemble contre les mesures du gouvernement et de la gendarmerie, pour les cinq points du PTB qui conduisent à une démocratisation réelle.

1. Di Rupo dans *Le Soir*, 14 décembre 96. 2. *La Libre Belgique*, 11 décembre 96.

Le SP consulte l'anticommuniste Vermeersch

Vande Lanotte a demandé au professeur gantois Vermeersch de donner un avis sur l'éventuelle collaboration entre les citoyens et la police. Vermeersch est membre du SP (1) et un anticommuniste rabique. Fin 1993, il avait interdit de louer des salles au MML (organisation étudiante du PTB); sous sa pression, *Solidaire* ne peut plus être vendu à l'université. Interrogé par *Humo*, il souhaite «moins de slogans comme "prendre l'argent où

il est". » (2) Il est «opposé à l'impôt sur les grosses fortunes. On n'a pas le droit d'être fâché sur les gens qui ont beaucoup d'argent. Laissons-les tranquilles.» (3) et il s'oppose aussi au droit de vote pour les immigrés car cela pousserait «les citoyens massivement dans les bras du Vlaams Blok !» (4) Vermeersch a mené campagne pour les bombardements américains en Irak : «Il vaut mieux liquider 100.000 Irakiens que de donner une chance à Hus-

sein de développer demain des armes nucléaires.(...) Ce que les Américains font est positif et nécessaire.» (6) Ce qui a fait dire le professeur Kruithof que cet enragé de la guerre devrait poser sa candidature à la CIA. Le point de vue de Vermeersch sur les forces de l'ordre sera à l'avenant. (PM)

1. *De Morgen*, 8 février 95. 2. *Humo*, 6 janvier 94. 3. *Humo*, 10 juin 93. 4. *Gazet van Antwerpen*, 21 novembre 92. 5. *De Morgen*, 31 août 90.

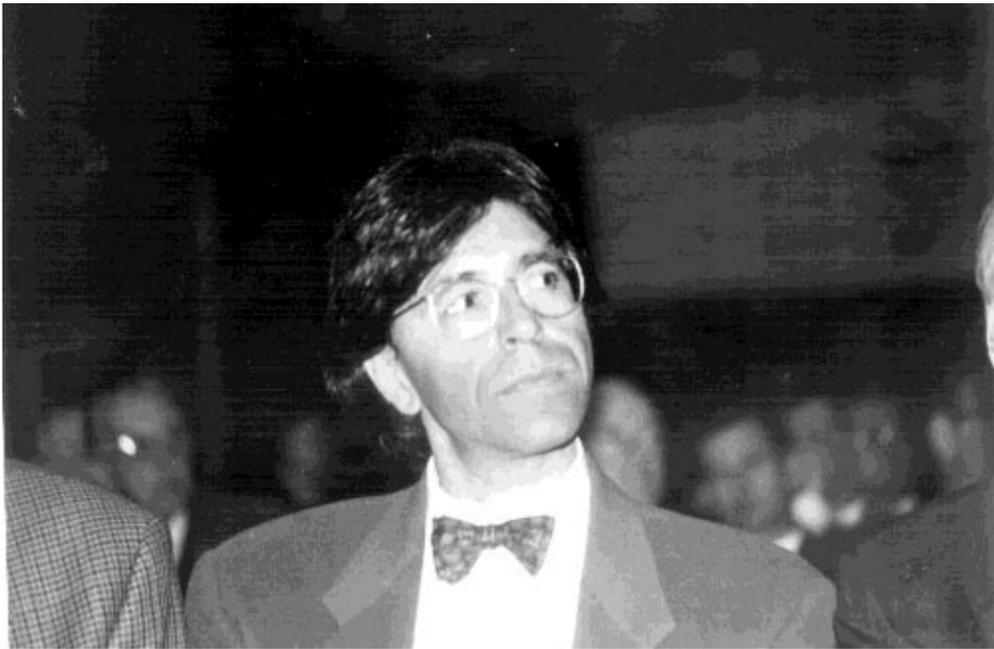
Pierre Chevreuille 1925-1996



«Les chemins de la liberté passent nécessairement par le refus de la soumission, la remise en cause de l'ordre établi et la critique du pouvoir.»

Depuis quelques années, Pierre Chevreuille interpelle notre parti par ses lectures de journaux allemands. Il a traduit un chapitre du livre de Monika Zorn, "La double mort des victimes d'Hitler". Pierre a toujours été communiste et était heureux d'avoir finalement trouvé un parti qui soutient les idéaux pour lesquels ils avait lutté depuis sa jeunesse. Dans notre prochain numéro, nous publierons de larges extraits de sa lettre autobiographique que sa compagne Uta Wagner nous a confiée.

Pierre Chevreuille est décédé le 23 novembre. A 15 ans, il s'était engagé dans la "Jeune Garde" et ensuite dans la Résistance. En 1953, lorsque débutent les émissions de télévision, il en dirigea le secteur de la musique et des variétés. Pierre Chevreuille a également été professeur à l'Athénée Adolphe Max et à l'Insas. En 1975-1976, il dirige le Service Orchestre et Choeurs de la Radio. Au début des années 80, il retourne à la télévision et devient producteur de "Visa pour le Monde". Soirée d'amitié le lundi 23 décembre à 20h30 avec le concours de la chanteuse Brigitta Seidler-Winkler, de Monique Dorsel, de Yves Bical et de tous les amis de Pierre Chevreuille. Au Théâtre-Poème, rue d'Écosse 30 à 1060 Bruxelles.



L'adoption rapide de la "loi Di Rupo" est-elle due à son apport soudain à la protection des homosexuels contre la suspicion ? Non. Di Rupo est remercié pour tout autre chose.

Elio, le chouchou de L'Echo

La Bourse a besoin du PS au gouvernement

Ce n'est pas tous les jours que le gouvernement modifie, en 48 heures, une loi en vigueur depuis 165 ans. Pour Elio Di Rupo, c'est possible. Qu'a-t-il fait pour mériter cela ?

Kris Merckx

La loi sur la protection des ministres a été modifiée en un temps record. La Cour de Cassation peut désormais mener une enquête sur des ministres sans demander l'autorisation préalable de la Chambre. Les ministres évitent ainsi les effets négatifs de l'impact médiatique. La nouvelle loi est déjà applicable pour les dossiers à charge du vice-Premier ministre Di Rupo. D'où vient cette faveur ?

Les cercles boursiers ont toutes les raisons de lui être reconnaissants. Ce "socialiste" fait ses premières armes de ministre à

l'enseignement francophone, en 1991-92 : «J'ai dû licencier deux mille personnes, constate Di Rupo, mais il n'y a pas eu de grève.» (1) Il reçoit encore davantage de louanges de la bourgeoisie en 1993 et 1994, quand, ministre des entreprises publiques, il privatise quelques joyaux de l'Etat belge : la CGER, Distrigaz, la SNCI et Belgacom. Le quotidien boursier *L'Echo* porte Di Rupo aux nues : «En regard de la position [des dirigeants syndicaux], celle du ministre de tutelle apparaît singulièrement courageuse. [En raison de] l'idéologie propre à ses origines politiques(...), la situation d'Elio Di Rupo est

pourtant très inconfortable. Il aurait pu jouer les Ponce-Pilate, ne l'a pas fait et, à ce titre, mérite bien un petit coup de chapeau.» (2)

En janvier 1995, la Société Générale et le groupe Bruxelles Lambert (d'Albert Frère) reçoivent de Di Rupo deux autres secteurs très prometteurs de la Poste : le service bancaire (pour la Banque G) et le département assurances (pour la Royale Belge). Entre-temps, le PS a fait passer les lois-cadres sur les pensions, l'assurance-maladie, les allocations familiales, les salaires et a pu jusqu'à présent éviter de grandes grèves. C'est pourquoi la bourgeoisie veut maintenir ce parti au gouvernement et vient à la rescousse de Di Rupo.

1. Première interview comme vice-Premier ministre, supplément à *De Morgen*, janvier 1995.
2. *L'Echo*, 3 décembre 1994.

Un Anversois sur vingt vit de la charité

Le pourcentage des assistés aussi élevé qu'avant-guerre !

René Witteveen

«L'an dernier, 5,22 % de la population d'Anvers touchait une aide du CPAS et 4,53 % de la population masculine était au chômage. Ces chiffres correspondent à ceux de 1934, l'année la plus noire de la crise d'avant-guerre, où 4,25 % de la population masculine était au chômage et 2,42 % de la population vivait de l'assistance.» C'est ce que déclare le président du CPAS, Bob Cools (1). En 1995, 7.000 personnes (ayant en moyenne deux personnes à

charge) ont bénéficié d'une aide du CPAS, alors que celui-ci a refusé l'aide à 3.300 personnes dans le cadre des mesures d'économie. Ces dernières sont souvent orientées vers la charité privée. On estime que dans cette ville encore relativement riche, 20.000 à 25.000 personnes vivent de la charité, soit un habitant sur vingt (2).

Le nombre des centres d'aide alimentaire se multiplie. Mais les colis sont souvent si réduits que beaucoup de gens s'adressent simultanément à plusieurs organismes. Ces centres mènent

souvent une action sociale, comme l'aide aux paysans, l'enseignement de langues ou l'accueil des sans-abri. Mais la crise est telle qu'ils n'arrivent plus à assumer leur tâche principale. Il y a deux ans, le centre d'accueil pour les prostituées "Payoke" distribuait 7.000 colis alimentaires. En 1995, il en a distribué 11.000 et durant le premier semestre de 1996, 13.000.

En plus, l'industrie alimentaire et les grandes entreprises de distribution réduisent leurs dons alimentaires, préférant

vendre leurs excédents à des petites entreprises qui les exportent vers l'Europe de l'Est. Ainsi, la boucle est bouclée. Chez nous, la pauvreté et la faim augmentent à cause du chômage. Et les excédents alimentaires sont vendus dans une Europe de l'Est appauvrie par la contre-révolution de velours. Tout cela démontre à quel point le capitalisme est pourri et que le socialisme est la seule issue pour les travailleurs.

1. *Gazet van Antwerpen*, 13 novembre 1996. 2. *De Morgen*, 21 novembre 1996

EN BREF

Gendarmes profs à l'Onem

La gendarmerie infiltre tous les secteurs de notre société. Un syndicaliste de l'Onem nous raconte à la concentration du Heysel : «Comme dans de nombreux services publics, la direction de l'Onem veut aussi parfaire son management. Le but est, en prévision des prochains contrats de gestion, de fournir davantage de travail avec moins de monde et de moyens. On a fait appel à l'école "Vlerick" de l'université de Gand pour ce projet. Et qui va former les directeurs et les cadres supérieurs de l'Onem ? La gendarmerie. Suivant les conseils de l'ancien ministre SP de l'Intérieur Tobback, elle y a déjà étudié les nouvelles méthodes de management et les appliqués à son corps "de manière exemplaire".» Le personnel de l'Onem et les chômeurs sont avertis !

Suez flamissant ?

Karel Vinck est l'administrateur délégué de l'Union Minière, une filiale de la Société Générale, elle-même dans les mains du holding français Suez. Vinck vient d'accéder à la présidence de l'organisation patronale flamande, le VEV. Il s'est pour cela assuré auparavant le soutien du patron de Suez, Gérard Mestrallet. Vinck deviendrait même demain le président de la Générale. Les Français choisissent-ils le camp flamand dans la guerre linguistique belge ? Non, c'est une question de fric. Suez a été récemment obligé de racheter les parts de Tractebel d'Albert Frère pour 49 milliards. Il recherche des investisseurs flamands pour leur revendre une partie de ces actions coûteuses. Suez espère que le gouvernement flamand ne s'en prendra alors jamais à son monopole dans la distribution de gaz et d'électricité. Le holding est aussi devenu un partisan de la régionalisation de la concertation sociale parce qu'elle lui apporterait encore plus de diminutions d'impôts et de charges sociales.

On veut briser Vermeulen

Willy Vermeulen, numéro deux du Haut Comité de Contrôle, a soumis seize dossiers à la commission sénatoriale sur le crime organisé. Ils concernent d'éventuelles affaires de corruption dont l'enquête a été entravée par des interventions politiques. Le Comité P qui contrôle les services de police a examiné cinq de ces dossiers (soit 8 % !) et a déclaré ses plaintes infondées : «Vermeulen a transformé ses problèmes personnels en problèmes organisationnels du service.» La plupart des journaux ont publié cette "conclusion" sur leur première page. Vermeulen est un de ces courageux fonctionnaires qui, porté par le mouvement populaire, a dénoncé des scandales. Briser de telles figures fait partie de l'Opération Oubliettes.

Un parti blanc ?

Paul Marchal, le père d'An qui a été assassinée, songe à créer un "parti blanc". La position critique de M. Marchal envers le premier ministre Dehaene et les partis traditionnels est justifiée. Mais pour faire quelque chose de fondamental pour la protection des enfants, nous avons besoin d'un parti qui s'en prend aux racines du mal, le capitalisme et sa course effrénée vers le profit. A cela, il n'existe qu'une alternative : le communisme. Le parti qui se bat pour cet objectif existe déjà : le PTB. Contrairement aux multiples partis orientés sur un thème (écologie, personnes âgées, femmes, taxes, ...) il a déjà prouvé sa solidité et son efficacité dans de nombreux mouvements de lutte. (KM)

«Ils font comme s'ils étaient déjà les maîtres»

Que pensent les syndicalistes de la gendarmerie ?

Des manifestants de la CGSP interrogés lors du meeting du Heysel, mercredi dernier : «Comment réagissez-vous à l'information selon laquelle la gendarmerie veut utiliser les postiers pour son travail d'espionnage ?»

Jan Vandeputte et Lucien Materne

«Les postiers ont toujours aidé des personnes en danger. Mais ici, le véritable enjeu c'est la collecte d'informations sur les progressistes et les syndicalistes. En utilisant les postiers, n'importe qui peut faire chanter n'importe qui», répond Sylvain Godefroid, président des postiers pensionnés de la CGSP de Liège.

Nous rencontrons Michel Nollet, président de la FGTB. Sa réaction est immédiate : «C'est complètement inacceptable. Nous soutenons entièrement le rejet de cette mesure par le bureau de la CGSP. Non seulement pour les postiers, mais aussi pour toutes les autres catégories. Ce n'est pas le rôle des fonctionnaires des services publics de jouer l'espion de la gendarmerie. Chaque semaine, des petits faits s'accumulent et montrent que notre démocratie est gravement en danger. Des services publics démocratiques, qui jouent un rôle social, sont une composante fondamentale d'une société démocratique».

«Intentent un procès à la gendarmerie»

Un chef de bureau réplique : «La poste devrait intenter un procès à la gendarmerie pour avoir porté atteinte à sa réputation. Ils n'ont même pas mis la poste au courant. Ils font comme s'ils étaient déjà les maîtres».

Freddy Tack, secrétaire national transport aérien, précise : «Un vrai scandale. Ils nous poussent dans une situation de délation générale. C'est un pas terriblement dange-

reux et une menace pour notre démocratie. Cette mesure étend le pouvoir de la gendarmerie à un moment où celle-ci doit être mise en question en tant qu'institution». Guy Lauwers, secrétaire régional des administrations locales et régionales d'Anvers, ajoute : «Nous sommes vraiment inquiets. Nous assistons à une tendance à amoindrir le rôle de la police de quartier. Le vrai travail de police va de plus en plus à la gendarmerie. La police locale devient, en fait, le postier de la gendarmerie. Le projet de créer une police unique est une atteinte à la démocratie. La police locale est plus proche de la population et le contrôle démocratique peut y être organisé de beaucoup plus près».

«Il faut arrêter ce fou d'Ostende»

Un militant du parti socialiste (SP) de Courtrai s'exclame : «Nous avons interpellé la direction locale de notre parti sur cette question. "Il faut arrêter ce fou d'Ostende", disait quelqu'un, et tout le monde était d'accord. Nous savons qu'on contrôle déjà illégalement les appels téléphoniques. Si cela se généralise, il n'y aura plus de vie privée. La gendarmerie veut tout savoir sur tout le monde».

Gust Haverbeke, secrétaire régional CGSP-Limbourg, explique : «Inadmissible. "1984" d'Orwell devient réalité. Comment une telle idée peut-elle germer dans la tête d'un ministre socialiste ! Au lieu de faire une analyse de la gendarmerie, par laquelle on constatera à quel point cette structure est



Applaudissements nourris pour le président Lorez et le vice-président Fermon (photo insérée) qui ont dénoncé les tentatives de faire des postiers des espions de la gendarmerie.

dangereuse et corrompue, on la renforce encore et on lui donne plus de pouvoir».

Un délégué du FOREM de Liège est tout aussi indigné : «Le seul objectif de la gendarmerie est de se renforcer. Ils n'acceptent pas d'être remis en question. Ils se préparent à reprendre le pays. Il est plus que temps que la population se réveille, sinon il sera trop tard. La gendarmerie est incroyablement rapide quand il s'agit d'intervenir contre des piquets. Ca n'a pas été le cas dans la recherche des enfants disparus».

Jacques Kévers, secrétaire IRW-Poste, ponctue : «Un vrai scandale. Pour nous, le secret de la correspondance est sacré. Avec ce que la gendarmerie attend de nous, nous avons le sentiment d'être revenus en 40-45».

Curieuse traduction

Pour le président de la CGSP Lorez, l'utilisation des postiers par la gendarmerie est «une initiative invraisemblable, avec l'accord tacite du ministre de l'Intérieur». Dans le texte néerlandais, toute référence à ce ministre, Vande Lanotte, a disparu. Un communiqué de presse précédent avait connu le même sort. Ce texte parlait d'«un pouvoir fort et centralisé». Il tirait la sonnette d'alarme : «Le temps de la Gestapo est passé. Nous entendons bien nous opposer fermement à toute velléité de ramener notre pays à cette

époque de sinistre mémoire». La traduction néerlandaise de ce texte n'existe pas. Selon certaines sources, différents membres de l'interrégionale flamande de la CGSP trouvent ces termes trop forts. Le nationalisme pousse, déjà depuis un certain temps, la CGSP vers des positions divergentes. Sous le couvert d'autonomie de la partie flamande au sein de la centrale, certains n'hésitent plus à minimaliser le coup d'État de la gendarmerie et de protéger la responsabilité du ministre SP.

La gendarmerie: danger pour le mouvement ouvrier

La menace provient de l'existence même de ce corps

Jan Vandeputte

Au meeting de la CGSP, le président Jacques Lorez et le vice-président Frans Fermon, applaudis, ont pris la parole sur la gendarmerie : «Nous avons protesté avec la plus extrême fermeté contre la dernière initiative invraisemblable, qui avec l'accord tacite du ministre de l'intérieur, voulait transformer nos facteurs en indicateurs des services de gendarmerie.(...) Nous ne voulons pas que certains mettent à profit le désarroi actuel pour confisquer la démocratie bien malade au bénéfice d'un pouvoir fort (...) Nous refusons, en

tant que citoyens libres de ce pays, le regroupement sous une autorité unique des différents corps de police, et une police criminelle placée sous la seule houlette de l'EMG de la Gendarmerie.»

Les tentatives de la gendarmerie d'utiliser les agents des services publics comme espions ont provoqué la plus vive indignation. Mais quelle conclusion s'impose ? Se limiter à refuser la mobilisation des fonctionnaires dans le travail d'espionnage ? Ou rejeter la gendarmerie elle-même, parce que ce corps de police se prépare à mater la classe de travailleurs par tous les moyens, fût-ce la terreur

brutale ? Si les syndicats ne formulent pas une réponse sans équivoque, ils risquent d'être pris de court par Vande Lanotte en personne. Le soir même du meeting, il racontait à la télé qu'il avait engagé un philosophe spécialiste des questions éthiques pour «étudier le problème». Il n'est pas improbable qu'il fasse, temporairement et apparemment, un pas en arrière pour détourner l'attention de l'essentiel, laissant mûrir quelque temps son projet dans l'un ou l'autre salon de bavardage parlementaire. Pendant que la gendarmerie poursuit son travail de fichage contre progressistes, com-

munistes et syndicalistes, et qu'il continue à renforcer les moyens du corps.

Le danger réside dans l'existence même de la gendarmerie, fondée pour protéger le système d'exploitation capitaliste. C'est ce qu'elle a toujours fait. A chaque grève importante, la gendarmerie est intervenue, parfois de façon très brutale et sanglante, pour rétablir l'ordre, obtenant davantage de moyens et d'effectifs pour pouvoir frapper plus fort la fois suivante. La gendarmerie a stocké les dossiers de 1.500.000 personnes dans son ordinateur. Par sa structure nationale et sa discipline interne stricte,

la gendarmerie est parfaitement en état de «prendre le contrôle du pays». Pour étendre son pouvoir, elle ne recule pas devant les pires crimes. Son implication dans les tueries du Brabant wallon a été prouvée. En retenant sciemment des informations, la gendarmerie est directement co-responsable de la mort des enfants disparus.

Qui passe en revue tous ces éléments, en arrive forcément à la conclusion suivante : Il faut interdire tout fichage politique et syndical. Le projet de police unifiée de Vande Lanotte doit disparaître. La gendarmerie doit être démantelée.

Cinq cadeaux de Saint-Nicolas pour la gendarmerie

Le conclave gouvernemental réforme les services de police

La gendarmerie est bien partie pour devenir la nouvelle police unique. Dès maintenant, elle a la haute main sur la police des voies aériennes, des voies maritimes et des chemins de fer. Une commission gouvernementale a six mois pour briser les résistances à la concentration de pouvoir entre les mains de la gendarmerie.

Jan Hasaers

C'est ce qui a été décidé au conclave de Saint-Nicolas, le 6 décembre, qui portait sur la réforme des services de police. Auparavant, le PSC avait protesté contre les plans du ministre de l'Intérieur Vande Lanotte (SP), qui veut concentrer tout le pouvoir de la police entre les mains de la gendarmerie. Les 1.300 agents de la police judiciaire doivent être absorbés dans le contingent de 17.000 hommes de la gendarmerie. Celle-ci se verrait donc attribuer, outre sa tâche principale de maintien de l'ordre, l'entière responsabilité des recherches judiciaires. Au nom de la lutte contre la criminalité, la gendarmerie ambitionne ainsi de pouvoir collecter des informations illimitées sur de larges couches de la population. Le PSC, par contre, plaide pour une police criminelle fédérale unique. La police judiciaire, les Brigades Spéciales de Recherche (BSR) de la gendarmerie et le Service central de lutte contre la Délinquance économique et financière, soit 3.000 hommes, fusionneraient. Toutefois, le PSC ne met en question ni la gendarmerie ni la "politique sécuritaire" qui a conduit à la sujétion de la police communale et au recours aux agents de la Poste et des transports en commun.

La stratégie de la gendarmerie

Par l'introduction de la police unique et la réforme de la Justice, Vande Lanotte et la gendarmerie donnent l'impression de vouloir corriger les fautes dans l'affaire Dutroux. En fait, ils profitent de l'affaire pour réaliser à un rythme accéléré leurs plans de renforcement de la gendarmerie. En 1985 déjà, le service d'étude socialiste a élaboré un premier projet de police unique dans une note portant le titre trompeur de "Une police du citoyen". En avril 1996, la gendarmerie a présenté son Plan Stratégique 1996-2000. Simultanément, le commandant de gendarmerie De Ridder a précisé cinq lignes de force pour la gendarmerie. (1) En premier lieu, il veut que la gendarmerie continue à travailler selon le concept de "police de base". Un concept moins innocent qu'il n'y paraît. La gendarmerie veut donner l'impression qu'elle est prête à résoudre les problèmes des gens, dans les communes et les quartiers. Les graves fautes apparues dans l'enquête sur les dispari-

tions d'enfants a déjà montré que la gendarmerie ne s'occupe pas des problèmes des simples gens. Elle a un autre objectif, caché. Elle veut en savoir le plus possible, sur tout le monde, y compris sur les gens qui n'ont rien fait de répréhensible. Elle veut des yeux et des oreilles partout. Par exemple, qui placarde des affiches contre le racisme ou pour l'opération 11.11.11.? Où habitent les syndicalistes? Qui participe aux Marches blanches? C'est cette sorte de gens qui intéresse le plus la gendarmerie. Car, tôt ou tard, ils sont susceptibles de troubler l'ordre public, pense-t-elle.

Cette "police de base" fait encore naître un autre problème. En fait, la gendarmerie empiète ainsi sur le terrain de la police communale. La différence, c'est que la police communale est sous la responsabilité du bourgmestre qui est (indirectement) élu par les habitants de la commune. Un transfert du "travail de la police communale" vers la gendarmerie signifie donc une sérieuse érosion du pouvoir du bourgmestre et du contrôle de la population sur les services de police. Au conclave, le gouvernement a décidé d'élaborer un projet de loi pour clarifier ce problème. De Ridder en a déjà posé les balises: «L'ancrage local de la police de base fait du bourgmestre le pivot essentiel de la politique menée. (...) J'accepte les directives mais elles ne peuvent en aucun cas être des ordres ni des instructions.»

En second lieu, De Ridder demande «la création, par loi, de la fonction de magistrat fédéral». De tels magistrats nationaux existent déjà depuis 1990, mais leurs tâches n'ont jamais été fixées par la loi. La Belgique est divisée en 27 zones judiciaires, qu'on appelle aussi parquets. Chaque magistrat ordinaire doit examiner les plaintes et les délits sur ordre d'un de des parquets. La différence avec un magistrat national est que les compétences de celui-ci s'étendent sur toute la Belgique et qu'il entretient des contacts avec les services de police étrangers. La gendarmerie estime que l'établissement légal de tels magistrats nationaux «devrait faciliter le travail policier ainsi que les relations entre les services de police et la magistrature au sens large». La gendarmerie invoque souvent la lutte contre la grande criminalité, la drogue, le trafic d'êtres humains et autres délits du même ordre pour rendre acceptable la concentration de pouvoir. Mais le magistrat national Van



Doren a déjà dit à plusieurs reprises que la lutte contre un parti politique comme le PKK tombe aussi sous ce couvert. On comprend alors clairement pourquoi la gendarmerie est à ce point partisan de ces magistrats nationaux. Au conclave de la Saint-Nicolas, le gouvernement a décidé d'approuver le projet de loi qui est prêt depuis le 22 mars.

En troisième lieu, De Ridder veut que la gendarmerie ait les mains libres dans les enquêtes. «On doit accorder une plus grande marge de manoeuvre à la police et lui permettre de compléter au maximum l'enquête de certaines affaires avant de les transmettre au ministère public.» Via la gestion de l'information provenant d'une enquête, la gendarmerie peut orienter le travail du juge d'instruction, qui ne peut confier de devoirs d'enquête que sur base d'informations qui lui sont transmises dans un procès-verbal officiel. Grâce à la pression soutenue des parents des enfants disparus et assassinés et au mouvement populaire, la lumière a été faite sur l'Opération Othello. C'est un exemple de la manière dont la gendarmerie a entamé une enquête de sa propre initiative, mais n'a pas transmis — ou très incomplètement — ses informations au juge d'instruction. Ce qui a coûté la vie à au moins deux des fillettes disparues.

A l'exigence d'une liberté de

mouvement accrue, De Ridder associe l'exigence de pouvoir agir de manière pro-active: «Il importera d'investir de plus en plus dans ce que j'appelle la recherche pro-active.» Le gouvernement rédigera une circulaire à ce sujet. "Pro-actif" s'oppose à "ré-actif". Dans ce dernier cas, la police intervient après qu'un délit ait été commis. Vous constatez par exemple un cambriolage chez vous. Vous le signalez à la police qui se met à la recherche des auteurs. Dans le cas d'interventions pro-actives, aucun délit n'a encore été commis, mais on collecte des informations sur les gens "susceptibles" d'enfreindre la loi. Une telle conception se prête à une large interprétation. Les exemples de criminalité organisée, où de dangereux gangsters prévoient leur coup suivant, frappent naturellement l'imagination. Mais une délégation syndicale qui prévoit une occupation d'entreprise correspond aussi à cette conception. Deux jours avant la Marche blanche, un tribunal a décrété qu'un certain tract du PTB ne pouvait plus être distribué. A la Marche, 30 militants du PTB ont été arrêtés par la gendarmerie et la police sous prétexte qu'ils avaient distribué un tract interdit, ce qui n'était pas le cas. En mai, des fuites ont révélé que la gendarmerie avait réalisé une enquête secrète, l'opération Rebel, sur 400.000 Turcs, Belges d'origine turque et leurs

familles et relations. Sous prétexte de recherche pro-active, les partis de gauche et les syndicats peuvent être soumis à des investigations permanentes. Les petits faits qui parviennent aux oreilles des facteurs et des chauffeurs de bus peuvent, dans ce cadre, revêtir une grande importance. Si la gendarmerie réussit son coup, il s'agit d'une grave atteinte à nos droits démocratiques.

Enfin, le gouvernement a décidé d'appliquer par directive la répartition des tâches entre la gendarmerie et la police judiciaire. La gendarmerie reçoit toutes les compétences en matière de lutte contre la grande criminalité et la criminalité violente. La police judiciaire, initialement créée pour cette tâche, doit se limiter à la criminalité économique et financière. Elle avait donc rejeté en bloc la note de consensus. Par ailleurs, elle craint «que lorsque le débat relatif à la police unique arrivera enfin, il n'y ait plus qu'une solution qui soit envisageable, celle préconisée par la gendarmerie».

1. Toutes les citations proviennent de *Politeia*, n° 4, avril 1996.

A l'Université d'Hiver pour jeunes, un débat est prévu sur le thème "Le rôle de la gendarmerie dans l'État. Dissolution de la gendarmerie." L'Université d'Hiver se déroule du 26 au 29 décembre. Pour toute info: Rebelle, 02/513.77.60.

La Justice américaine, rempart du conservatisme

Note d'un juge du peuple en Union soviétique (cinquième partie)



Les Américains prétendent que leur Justice est la meilleure du monde. Ils veulent faire croire au lecteur que la Justice américaine protège tout citoyen contre les abus, les injustices et les décisions arbitraires émanant du pouvoir public.

Georgi Ivanov *

Les rédacteurs de la revue *America*, éditée par le bureau d'information des États-Unis à Moscou, tentent de nous convaincre du fait que la justice de l'autre côté de l'Océan est «le défenseur inébranlable de la liberté individuelle et de la liberté du peuple». A vrai dire, leurs arguments ne nous convainquent pas. Car la justice américaine ne nous est pas inconnue, grâce aux Américains eux-mêmes. Dans la revue *America*, éditée en russe et destinée au public soviétique, nous lisons : «L'Américain voit dans son juge impartial, compétent, incorruptible et honnête le défenseur suprême des institutions qui lui sont si chères». Mais dans son livre *La démocratie actuelle* édité aux États-Unis, James Bryce démontre que ceux qui présentent les candidats pour la magistrature choisissent généralement des personnes qu'ils veulent récompenser pour leurs services accomplis ou qu'ils veulent utiliser dans leur propre intérêt. Il en résulte que «non seulement les juges ne sont pas assez compétents, mais aussi qu'ils font souvent preuve de malhonnêteté et de partialité».

Le juge à côté du gangster dans les dîners de gala

La revue *America* considère, quant à elle, que le public américain éprouve une grande estime pour ses juges en raison de leur compétence et de leur indépendance.

Mais le professeur Anderson de l'université de Minnesota écrit dans son livre que les tribunaux dans de nombreuses grandes villes ne sont que des instruments aux mains des partis et de leurs patrons. Lors de rencontres et de dîners de gala, le juge est assis à côté du gangster qui est le protégé du chef de parti officiel. Cela s'applique tant aux «républicains» qu'aux «démocrates». «Dans ces conditions, écrit-il, la confiance dans la Justice semble sérieusement ébranlée.»

Le cinquième chapitre de *Tucker's People* de l'Américain Wolfert, excellent roman qui raconte des situations réalistes, porte le titre significatif «Justice-Business».

Une bande de gangsters est prise en flagrant délit. Le «conseiller juridique» de la bande, Willock, déclare : «Maintenant nous allons montrer à tout le monde de quoi nous sommes capables et comment nous arrangeons ce genre

d'affaires... Nous allons obliger le juge, quel qu'il soit, de nous libérer avant la nuit. Pas de remise et pas de caution. Séance ce soir même et fini l'affaire !»

«Et effectivement, lorsque le tribunal a ouvert la séance, Willock n'avait plus grand chose à faire. Le juge Garret a fait ce qu'on voulait qu'il fasse. En fin de carrière, le juge espérait que son fils lui succède. Les gangsters ont pu en profiter habilement. Le juge Garret avait d'ailleurs été nommé grâce à eux.»

Je vous pose donc la question : le juge américain, que défend-il et qui défend-il ?

Sacco et Vanzetti, innocents, condamnés à la chaise électrique

Le juriste réactionnaire américain James T. Young exprime sans ambages les véritables objectifs que les dirigeants actuels des États-Unis ont confié à la Justice et que la revue *America* tente de nous cacher. «La Justice, écrit Young, doit être le rempart du conservatisme.» Comme tout un chacun sait, elle s'applique à cette tâche avec la plus grande détermination.

La Constitution américaine interdit la discrimination raciale aux États-Unis. Mais on ne pourra citer aucun cas où les Cours et tribunaux américains auraient déclaré que les lois visant l'oppression des Noirs dans les États sudistes étaient contraires à la Constitution. Par contre, ces mêmes tribunaux ont jugé que la loi de 1917 sur la réduction de la journée de travail à dix heures était illégale. En 1923, ils ont déclaré illégale la loi de l'État de Colombie sur le salaire minimum. En 1939 et en 1947, les tribunaux américains ont déclaré «anticonstitutionnelles» les grèves des ouvriers qui luttaient pour leur droit à vivre.

La justice américaine s'est acharnée pendant cinq ans contre le dirigeant ouvrier Tom Mooney, en multipliant les accusations les plus injustifiées. Finalement, il a été condamné et emprisonné durant 22 ans, alors qu'il était totalement innocent. On n'oubliera jamais le sort horrible de Sacco et Vanzetti, condamnés à la chaise électrique alors qu'ils étaient innocents. Et tous les jours, les journaux nous rapportent des exemples de la chasse aux sorcières organisée par les tribunaux contre des Américains honnêtes accusés d'«outrage au Congrès» ou d'«outrage à la Justice» et la violation de tous les droits que constitue l'arrestation et



Détail du tableau de Ben Shahn «Les Obsèques de Sacco et de Vanzetti». Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti ont été accusés du meurtre d'un caissier et d'un gardien en 1920. Malgré l'absence de preuve et le caractère politique du jugement, Nicola et Bart ont été exécutés sur la chaise électrique le 23 août 1927.

la condamnation des dirigeants du Parti communiste américain.

Le peuple doit pouvoir destituer des juges incompetents

La revue *America* — j'espère qu'elle ne représente pas l'opinion des «Américains» — se vante de ce que les juges américains sont «inamovibles». Lénine considérait qu'il était absurde de croire que l'inamovibilité du juge était une garantie de sa compétence et de son impartialité. Nous considérons que si le peuple élit les juges il doit aussi pouvoir les destituer quand ils font preuve d'incompétence. Dans notre système, ce n'est pas l'inamovibilité du juge — comme un mythe qui nous viendrait du ciel — qui garantit son impartialité, mais son sens des responsabilités à l'égard du peuple.

La revue *America* constate avec satisfaction que «le droit américain n'est pas codifié. Ses sources sont diverses : la Constitution des États-Unis, les conventions et les lois adoptées par le congrès, les Constitutions des différents États, les corps législatifs des différents États». Nous suivons quant à nous les paroles de Lénine : «Nous n'avons pas une législation spécifique pour Kaluga ou pour Kazan, mais une législation unique et commune pour toute la Russie et en outre pour toute la Fédération des républiques soviétiques.» Chez nous, il est, par exemple, impossible que des époux qui

souhaitent divorcer se rendent dans une autre république parce que la loi en vigueur y permettrait de divorcer «du jour au lendemain». Aux États-Unis, l'État du Nevada est réputé en la matière. Dans l'État de Virginie, une immigrée anglaise, Margaret Gossey, a été jetée en prison pour «concubinage avec un homme de couleur». A Albeville, six Blancs avaient agressé une jeune fille noire. Le juge a déclaré qu'il ne pouvait voir «un acte contraire à la loi». On apprend régulièrement des cas de lynchages de Noirs dans tel ou tel État. Mais les auteurs sont toujours acquittés.

Hormis le fait que de telles situations sont totalement impensables dans notre pays, la loi soviétique interdit sous peine de sanctions sévères toute propagande ou incitation à la haine nationaliste ou religieuse. Les rédacteurs de la revue *America* n'oseront pas nier que ce genre de propagande est à l'ordre du jour aux États-Unis.

Nous ne voulons pas vous priver d'un aspect particulier et significatif. Aux États-Unis, la Justice accorde un «privilège» à certains détenus.

La revue *America* explique que «si Monsieur Brown ne dispose pas de moyens suffisants, il s'adresse à un créancier professionnel qui, après avoir reçu les garanties requises des amis de Monsieur Brown, s'arrangera pour que celui-ci soit mis en liberté en versant une caution, pour laquelle il touche des intérêts.» Ce genre de «privilèges» n'existe pas chez nous et je m'en réjouis !

* Cet article est la cinquième partie d'une série extraite du livre édité par les Éditions Pegasus en 1952. Les quatre premières parties ont paru dans *Solidaire* les 20, 27 novembre, 4 et 11 décembre. L'auteur de ce récit est Georgi Feodosjewitch Ivanov, juge du peuple du district de Kiev à Moscou.

A l'université marxiste d'hiver pour les jeunes, du 26 au 29 décembre. Formation et débat : A quoi ressemble l'appareil judiciaire sous le socialisme ? Un tribunal populaire, qu'est-ce que c'est ? Le samedi 28 décembre de 10h à 12h50. Renseignements : Rebelle, 02/513.77.60.

Justice et socialisme

Le Groupe de travail de juristes progressistes de MML veut se spécialiser dans le système juridique socialiste. Les thèmes de recherche seront, par exemple, la question de l'élection des juges sous le socialisme, comment les travailleurs contribuent concrètement à rendre la Justice... Intéressé ? Contactez nous, il est temps d'étudier comment cela peut marcher sous le socialisme ! Adresse : Groupe de travail de juristes progressistes de MML, bd. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Sondage "Stoppez l'Opération Oubliettes" : mode d'emploi

La meilleure manière de délier les langues

Des idées pour récolter beaucoup de cartes du sondage ? Pour engager la discussion à votre lieu de travail, dans votre école, votre enourage ? Voici comment s'y prendre et comment répondre aux questions que posent les gens.

Riet Dhont

En Flandre orientale, beaucoup de nouveaux contacts ont été noués, concrétisés par des abonnements à l'essai à *Solidaire*, des commandes d'autocollants, de cartes du sondage, de dépliants... Bref, de nombreux collaborateurs potentiels pour la campagne "Stoppez l'Opération Oubliettes". Des militants et de membres du parti ont organisé une tournée téléphonique. Résultat plus que positif. Voici leur récit.

«D'abord, nous discutons sur la méthode de l'enquête téléphonique, dont les meilleures expériences ont été réunies dans les "Pages d'or de l'enquête téléphonique". Puis, après avoir rédigé un scénario, nous sommes partis à nos téléphones.

Beaucoup de gens étaient absents à cause des "courses du samedi matin". Quelqu'un rappellera ceux-ci dans le courant de la semaine. Mais sur les 52 personnes contactées, personne, mais alors personne, n'a réagi de manière désobligeante. Douze d'entre eux seulement ne désiraient pas en faire davantage. Six personnes se sont immédiatement engagées à collaborer et deux se sont abonnées.

Avec les 32 autres, nous avons fixé un rendez-vous. Les visites ont

commencé dès l'après-midi. Le sondage d'opinion est la meilleure carte de visite qu'on puisse d'imaginer, un véritable brise-glace qui délie les langues. Le point le plus difficile : la dissolution de la gendarmerie. Une bonne raison de présenter *Solidaire*, qui répond à beaucoup de questions. Pourquoi ne pas s'abonner ?

La conversation se poursuit : "Vous connaissez d'autres personnes qui souhaiteraient donner leur opinion sur l'Opération Oubliettes ? Vous pourriez faire remplir 10 cartes ? 20 ! C'est encore mieux. Nous avons besoin de gens comme vous dans le parti. Je vous donne également la nouvelle brochure "Forts ensemble" qui présente toutes les activités du PTB et les manières de collaborer. A la fin de l'après-midi, nous faisons le bilan : formidable ! Un abonnement, une personne disposée à distribuer 1.000 dépliants dans les boîtes, une personne déjà abonnée envisageant de devenir membre. Presque tout le monde était disposé à travailler avec le sondage d'opinion d'une manière ou d'une autre.

Il n'y a qu'un parti qui veut vraiment connaître l'opinion des gens et qui en tient compte. C'est ce que les gens apprécient. A vous, maintenant, de prendre le téléphone. Sans crainte.»



Pour lutter efficacement contre la criminalité, nous devons dissoudre la gendarmerie.

Le sondage diffusé par 40 ouvriers de l'usine

Georges, Yves et Guy sont devenus membres du parti récemment. Ils travaillent dans une assez grande usine du Brabant. Ils avaient vu l'intervention des gendarmes lors d'une action devant le Palais de justice, durant la Marche blanche. Georges avait emmené vingt cartes du sondage. Il en a fait remplir cinq dans sa famille et quinze par des collègues de travail alors qu'il

buvait un verre avec eux. Yves et Guy ont emporté dix cartes chacun. Marc, militant du parti et délégué syndical, les a contactés dans l'usine et leur a donné le vidéo sur la gendarmerie.

Au total, quarante ouvriers travaillent à présent avec le sondage dans l'usine. «Tout le monde est prêt à remplir le sondage. Mais cela ne signifie pas qu'on recueille facilement les cartes. Il faut téléphoner plus souvent aux collègues pour savoir où ils en sont. Nous avons déjà reçu vingt-

cinq cartes remplies. Un clarkiste en a remis treize. Ses collègues avaient tous écrit leur opinion sur le système pourri. Ce sondage d'opinion nous apprend beaucoup sur la manière dont les ouvriers comprennent la "démocratie". Nous nous rendons compte, en tant syndicalistes, que nous devons ajouter des mots d'ordre démocratiques à notre programme de revendications.»

Etat actuel : 3.803 sondages remplis.

Voulez-vous laisser courir les criminels ?

Préférez-vous laisser courir les gendarmes ?

Herwig Lerouge

«Vous voulez dissoudre la gendarmerie. Voulez-vous laisser courir les criminels ?», me demande un monsieur en remplissant notre sondage d'opinion. Evidemment non. Nous voulons le socialisme, notamment parce que nous voulons éliminer radicalement la criminalité. Nous avons vu dans les pays de l'Est que la restauration du capitalisme, c'est la restauration de la criminalité. Nous voulons une lutte contre la criminalité qui s'en prend aux racines du mal.

16.000 milliards d'argent blanchi au nez de la gendarmerie

Nous voulons la dissolution de la gendarmerie parce que ce corps protège le capitalisme qui engendre la criminalité à une échelle toujours plus grande. Il y a de

moins en moins de distinction entre l'argent du crime et l'argent propre. Selon la police allemande, rien qu'en Europe, 16.000 milliards de francs provenant des trafics d'armes, de drogue, de technologies et d'êtres humains entrent dans les circuits économiques officiels via les banques.

La criminalité augmente aussi parce que le capitalisme n'offre plus d'avenir aux jeunes. Il y a un lien direct entre les fermetures d'usines, l'augmentation du chômage et l'augmentation du trafic de drogue. Le trafic de drogue s'accompagne d'agressions, de vols et de meurtres. Au Limbourg, depuis la fermeture des mines, le nombre de jeunes drogués s'est accru de façon vertigineuse. Des dizaines de millions de jeunes en Occident voient quelques dizaines de milliers de riches qui deviennent de plus en plus riches en écrasant leurs concurrents, en jetant à la rue sans aucune pitié des milliers de

travailleurs. C'est la loi du plus fort. Le bénéfice maximum est le but ultime et la valeur suprême. Certains de ces jeunes essaient de s'en sortir comme ces capitalistes le leur ont appris : en écrasant les plus faibles, en essayant de s'enrichir au plus vite sans s'occuper des victimes qu'on laisse derrière soi.

Dans notre société capitaliste, la lutte contre la criminalité est vouée à l'échec. La crise et la misère augmenteront, ainsi que, inévitablement, la criminalité.

La gendarmerie entrave la lutte contre la criminalité

La première tâche de la gendarmerie, c'est de protéger cet ordre capitaliste qui crée la criminalité. Nous voulons offrir un autre avenir aux jeunes. Nous leur disons : organisez-vous, luttiez pour avoir un bon enseignement.

Luttez dans vos entreprises, avec vos syndicats pour un emploi et un salaire décent. Luttez avec nous pour le socialisme. Mais ceux qui choisissent la lutte trouvent toujours la gendarmerie sur leur voie : ils sont fichés, filmés sur vidéos, dispersés à coups de matraques et d'autopompes, traînés devant les juges. La gendarmerie passe son temps à calomnier le PTB dans les comités qui luttent pour les enfants.

La gendarmerie est d'abord une police politique. Elle n'est intéressée à résoudre les crimes que si cela lui profite : plus de moyens, élimination d'un autre corps de police. Elle sabote les enquêtes judiciaires des autres forces de police. Elle est elle-même impliquée dans la grande criminalité. 20 gendarmes, dont des colonels, sont impliqués dans les tueries du Brabant Wallon. Le colonel Luyten, qui a dirigé pendant 12 ans le Bureau Central de Recherches, est impliqué dans le trafic de drogue.

Pour lutter efficacement contre la criminalité, nous devons dissoudre la gendarmerie. C'est dans ce cadre que plusieurs organisations, dont certains syndicats, ont récemment proposé la création d'une police judiciaire nationale regroupant l'actuelle police judiciaire et la BSR de la gendarmerie. La police communale peut continuer à faire de la prévention et exécuter certaines tâches judiciaires au niveau local. Ces polices doivent se limiter à la lutte contre la criminalité et ne pas faire de l'espionnage politique.

Les réformes dans la police doivent s'accompagner de mesures démocratiques telles que la création d'une loi fixant les devoirs des policiers et les droits des citoyens vis-à-vis de ceux-ci. La population doit pouvoir, moyennant un certain nombre de signatures de citoyens, exiger une commission d'enquête sur le comportement de la police (racisme, corruption, intervention dans les grèves, etc.).

EN BREF

Le chantage des Boël

Douze février 1994, quand l'usine est en grève, les Boël font paraître un grand encart publicitaire dans toute la presse : « Face à nos ultimes propositions, l'instant du choix : vouloir une usine sidérurgique à La Louvière, ou accepter un désert économique ».

Douze décembre 1996, Pol Boël ressort le même chantage : « Il n'y a maintenant plus qu'une alternative : un partenariat avec Hoogovens [impliquant la fermeture de la phase liquide] ou l'arrêt complet des activités et le préavis légal pour l'ensemble du personnel » (1).

Pour les Boël et Hoogovens, la fermeture de la phase liquide est une étape vers la fermeture totale de l'usine. Pol Boël est très clair : « La vie industrielle, c'est terminé (...). Voilà le développement : La Louvière commence à devenir un faubourg de Bruxelles » (2). Et Hoogovens exigeant des UGB un rendement de 12,5%, dans le contexte de crise actuel, c'est l'annonce d'un enterrement.

La lutte contre les Boël

Des travailleurs constatent : « En 1994, on a tenu le piquet 74 jours et le four à coke a tout de même fermé ». Il ne faut pas céder sur les outils. On a aujourd'hui la preuve que le sacrifice de la cokerie n'a en rien servi le haut fourneau. Et il faudrait suivre Boël qui affirme maintenant que le sacrifice du haut fourneau sauvera le laminoir ?

Du jour au lendemain, crise faisant, tout peut être remis en question. Le seul moyen d'empêcher la fermeture est de se battre contre la dictature économique du patronat. Les Boël veulent liquider les outils, au nom de la rentabilité. Les travailleurs doivent lutter pour les maintenir, au nom de l'emploi. Les ouvriers de Boël et Clabecq peuvent devenir le fer de lance d'une mobilisation générale de la sidérurgie. Pour que le secteur ne finisse pas comme les charbonnages.

L'expropriation des Boël

La famille Boël a dans ses caisses largement de quoi assurer le maintien de la phase liquide et de tous les emplois. Mais le problème est plus large. Le PTB a élaboré un plan pour l'ensemble de la sidérurgie belge.

1. Il faut retirer le secteur des mains du patronat. La seule solution est de nationaliser, sans indemnisation, les grands actionnaires privés (notamment les Boël) et d'imposer un contrôle démocratique des travailleurs.

La nationalisation de la sidérurgie est une vieille revendication du mouvement syndical. Mais elle a été doublement détournée de son but dans les années 70/80 : l'Etat a mis 185 milliards pour Cockerill Sambre mais ils ont servi à enrichir des patrons comme Albert Frère et à liquider 10.000 emplois.

2. Le PTB a dressé la liste des capitalistes qui ont construit leur fortune sur le dos de la sidérurgie. Il s'agit de six groupes ou familles : la Société Générale, Albert Frère, Boël, Cobepa, Dessy et Germeau. Il faut obliger ces patrons à constituer un fonds pour combler les pertes actuelles de la sidérurgie et pour garantir le maintien des outils et des 23.000 emplois du secteur.

1. Déclaration au CE du 12 décembre 96 — 2. M. Vandemeulebroucke et M. Vanesse, *Paroles d'argent. Les riches en Belgique*, Ed. Luc Pire, 1996, p. 67.



Clabecq sauvé par Collignon ?

Faire confiance au PS-SP, c'est la fermeture

Les Forges de Clabecq n'ont quasiment plus de fonds propres. C'est dans ce contexte que la Commission européenne a décidé d'obliger la firme à rembourser les aides reçues de la Région wallonne. Qui va sauver les Forges ? Le PS ou la lutte des travailleurs ?

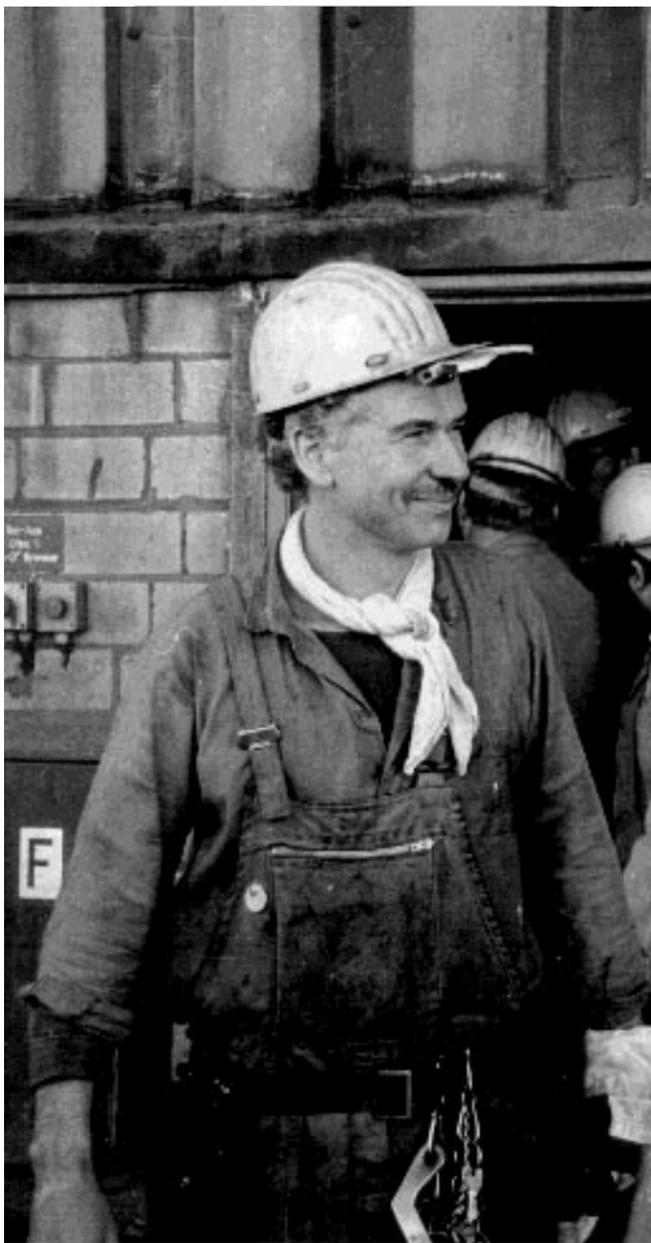
Thomas Gounet

La Commission européenne va probablement confirmer ce 18 décembre l'annulation des apports de la Région wallonne aux Forges de Clabecq. Ces avances se montent à 2,2 milliards de francs. Clabecq n'a pas l'argent pour rembourser. Ce serait donc la faillite.

Mais Robert Collignon, ministre président de la Région wallonne, cherchera probablement à contourner la décision européenne ou, du moins, à ne pas devoir l'appliquer. Y a-t-il une contradiction entre les deux organes ? Collignon est-il le brave chevalier qui protège l'usine brabançonne contre les foudres du méchant dragon de la Commission ?

Les deux institutions sont dirigées par un membre du parti socialiste, Karel Van Miert (SP) à la Commission, Robert Collignon (PS) à la Région.

Ces deux partis, le PS et le SP, sont favorables au système capitaliste. Ils ont pour mission de défendre les intérêts des patrons. Collignon a permis à Dessy, l'ancien patron des Forges, de partir sans refinancer les pertes qu'il avait laissées. Quand l'Etat privatise une



Clabecq, Boël, Cockerill Sambre, Sidmar : l'attaque patronale est la même dans toutes les usines sidérurgiques. A quand une véritable riposte commune des travailleurs ? — Photo Vincent Chiavetta

société, il la recapitalise avant. Mais le PS estime que ce n'est pas un devoir de la part d'un patron privé. Il préfère leur abandonner les profits. Les deux partis socialistes ont participé à la constitution de l'Europe. Ils en sont des partisans acharnés. Ils ont aidé

à définir les règles d'intervention de la Commission. Il n'y a donc pas d'opposition entre celle-ci et la Région wallonne. Toutes deux sont d'accord pour orienter toute la politique économique à la constitution de grands monopoles compétitifs face aux concurrents améri-

cains et japonais.

C'est pourquoi elles veulent toutes deux restructurer en profondeur la sidérurgie belge. Donc fermer les usines non rentables. La divergence ne porte que sur la manière de le faire et sur le timing. Pour la Commission, il faut en finir tout de suite, car les Forges dérèglent la concurrence au sein de l'Union européenne. Pour Collignon, une fermeture immédiate de Clabecq signifierait la mise à feu et à sang du Brabant wallon (et peut-être davantage). Il craint la réaction des travailleurs des Forges. C'est pourquoi il veut procéder en douceur et procéder par étapes.

L'unité des sidérurgistes pour défendre l'emploi

Cette peur montre la force des sidérurgistes. En février dernier, les travailleurs de Clabecq et leurs délégués ont été capables de rassembler près de 10.000 personnes dans les rues de Tubize. C'est cette force qu'il est urgent de ranimer aujourd'hui. Sinon, c'est la politique du PS-SP qui sera appliquée : la faillite des Forges et la mise au chômage des 1.800 travailleurs restants.

Le 28 octobre, les travailleurs des Forges et de Boël ont manifesté ensemble. C'est aussi dans cette direction qu'il faut aller. Et associer tous les sidérurgistes : ceux de Cockerill Sambre, confrontés au plan Horizon 2000 qui veut supprimer 2.000 emplois pour l'an 2000; ceux de Sidmar, dont les projets sont de réduire les 5.600 postes de travail de 1.750 en cinq ans.

L'attaque patronale est la même dans toutes les usines sidérurgiques. A quand une véritable riposte commune des travailleurs pour défendre les 23.000 emplois et tous les outils ?

La stratégie des Boël

La famille Boël veut quitter la sidérurgie ? OK : expropriation !

Philippe Colin

Le plan de la famille Boël est de quitter l'acier pour se concentrer sur des secteurs plus juteux. Toutefois, les Boël n'ont pas voulu abandonner en une fois la sidérurgie, cherchant ce qu'il y avait encore moyen de grappiller.

Par exemple, l'argent de la reconversion. La reconversion est une invention du patronat et du PS pour faire accepter les restructurations. Pour l'emploi,

on attend toujours... Par contre, l'argent de l'Etat n'est pas perdu pour tout le monde. Ainsi, à La Louvière, les sept milliards de fonds publics de la société Boëlinvest, chargée de la reconversion, a largement profité aux Boël, via des sociétés écrans.

En février 1994, à l'issue d'une grève de 74 jours, les Boël ferment le four à coke et l'agglomération, soi-disant pour sauver le reste de l'usine. Mais, de source syndicale, la direction avait déjà évoqué la

fermeture du haut fourneau. Dans les accords de février 1994, les patrons s'engagent à réinvestir tous les bénéfices de l'entreprise dans le haut fourneau. Une résolution apparemment positive, mais qui signifie en fait que les Boël ne mettrons pas un franc d'argent frais dans l'usine.

Deux ans plus tard, la famille poursuit le démantèlement de l'usine. L'alliance avec Hoogovens doit permettre à la fois de fermer la phase liquide (haut

fourneau, aciérie, coulée continue) et de monnayer ce qui intéresse le groupe hollandais : la Fafer de Maubeuge, le carnet de commandes, l'accès au marché français. Il n'y a pas de petit profit...

La fermeture de la moitié de l'usine de La Louvière est une étape vers la fermeture totale de l'entreprise. Les travailleurs doivent y opposer leur stratégie : le maintien des outils et de l'emploi aux frais des barons de l'acier.



1996 année de révolte

L'actualité fut particulièrement encombrée de scandales et d'événements inadmissibles cette année. En voici la preuve en textes et en images. Nous n'avons retenu que les faits les plus marquants, regroupés par thèmes.

Un dossier préparé par AXEL STEELE

La colère du peuple

Sabine, Laetitia, Julie, Mélissa, An, Eefje, Loubna, Kim, Ken, Liam, Sylvie, Gevrije, Elisabeth,... Autant de prénoms inoubliables pour un peuple uni dans le chagrin et la colère. Depuis la décou-

verte des enfants assassinés, une immense vague de protestation secoue le pays et ne faiblit pas. Le peuple exprime sa colère contre la justice de classe, le sabotage de l'enquête par la gendarmerie, la

protection des hauts gradés et hauts placés. Le peuple refuse l'Opération Oubliettes de la gendarmerie.

Photo: La Marche blanche du 20 octobre.



La 'défête' du PS

Le PS apparaît aujourd'hui plus que jamais comme un parti au service du capital. Il est responsable du démantèlement des services publics, de la répression incessante des syndicalistes de combat et des étudiants, de la réduction du nombre d'emplois dans la sidérurgie, des attaques contre les pensions et la Sécu... L'affaire Cools nous rappelle l'implication des dirigeants du PS dans des affaires de corruption liées à la mafia. Le 1er Mai du PS s'est révélé amer pour tous ses pontes: les enseignants ont privé les "socialistes" de leur parade annuelle. Ce jour-là était la fête des vrais socialistes.



Un Etat dans l'Etat

La gendarmerie a saboté l'enquête sur les fillettes disparues. Elle savait tout depuis 1993. Elle a détruit des preuves et mené des enquêtes échappant à tout contrôle. Les parents l'ont bien compris en demandant la démission du ministre de l'intérieur, le SP Vande Lanotte. La gendarmerie a fiché 1.500.000 personnes, dont 400.000 habitants d'origine turque et leurs connaissances, suite à des accords passés avec la police fasciste turque. Elle veut maintenant embrigader les facteurs, les chauffeurs de bus pour repérer les "éléments subversifs".

La gendarmerie est devenue un Etat dans l'Etat. Vande Lanotte veut faire de ce corps la seule force de police en Belgique. C'est le moment d'exiger la dissolution de la gendarmerie, afin d'arrêter l'Etat policier tant qu'il est encore temps.



Un système inhumain

Quelle est cette société où des individus comme Dutroux peuvent s'enrichir par l'enlèvement et la torture de jeunes filles et d'enfants ? Dans le système capitaliste, même les enfants sont devenus des "marchandises". Quelle est cette Justice qui sanctionne un juge qui fait son travail, pendant que les gendarmes qui ont saboté l'enquête restent

impunis ? La population exige que l'enquête aille jusqu'au bout. Pendant ce temps, gendarmes et policiers harcèlent ou arrêtent ceux qui, comme le PTB, exigent que tous les noms des responsables soient révélés.

Photo: protestation au Palais de Justice de Bruxelles après le dessaisissement du juge Connerotte.



La règle de trois

L'année 96 était la troisième année consécutive de luttes dans l'enseignement. La ministre-présidente de la Communauté française Onkelinx et son décret étaient les cibles du mécontentement. Conséquences du décret: dynamitage de 3.228 emplois et fermeture de 124 écoles secondaires. Le nombre moyen d'élèves par école passe de 470 à 575. Dans le supérieur, la chasse aux "trisseurs" a commencé et seuls les riches auront droit à l'erreur. Son but: économies budgétaires et attaque contre la démocratisation de l'enseignement.

Cette année de lutte est notable sur

trois points. D'abord, une commune enseignants-cophones et néerlandophone à Bruxelles. Ensuite, travailleurs: *Forges de pillar*,... Et enfin une règle importante qui nous protège. Un, le gouvernement et le refinancement est proposé. aller chercher l'argent ailleurs. il a peur d'une alliance gagnants-travailleurs. Il mensonges et les matras

Photo: manif du 28 février



Stéphane Huet

Assassinés par la police

Trois jeunes ont été assassinés par les forces de l'ordre en 1996: Daniel Gioni, 16 ans, abattu le 7 janvier par des gendarmes à Charleroi; Bajro Beganovic, 20 ans, descendu le 29 avril par la police de Molenbeek et Stéphane Huet, 24 ans, mort sous les balles d'un policier le 9 juin à Arlon.

Quels crimes avaient-ils commis? Daniel conduisait une voiture volée, Bajro roulait sans assurance et Stéphane a eu tort de vouloir répliquer. Aucun d'eux n'était armé. Bien sûr, aucun policier n'a été condamné: pour leurs supérieurs, ils font leur travail.



Bajro Beganovic



Le service sacrifié, le public ignoré

Privatisation, licenciements, flexibilité, destruction des acquis sociaux, réduction des salaires: le service public est particulièrement visé. A *Belgacom*, Di Rupo (ministre des télécommunications) offre à la nouvelle direction 1,4 milliard "pour les motiver". Ce qui n'empêche *Belgacom* d'augmenter ses tarifs en août. Godfroid, patron de la *Sabena* est parti avec vingt millions. Son successeur, Reutlinger, impose 4,7 milliards d'économies dont deux touchant directement le personnel. A la *SNCB*, le plan Schouppe est de même nature. Un service public efficace est incompatible avec un service public rentable. Il faut s'opposer à toute privatisation et exiger le retour du privé au public.

Photo: piquet de grève à la Sabena, début février.

Matraques contre refinancement

Infiltration des manif et des comités, écoutes téléphoniques, passages à tabac, des centaines d'arrestations, des dizaines de poursuites judiciaires: un immense déploiement de moyens pour tenter de briser le mouvement. Pas une manifestation sans provocations de la gendarmerie. Le sommet de la "démocratie" belge a été atteint le 2 avril lors du vote du décret au parlement de la Communauté française. Celui-ci était protégé du peuple par l'ar-

mée, la gendarmerie et la police avec tout l'arsenal répressif que l'on peut imaginer.

Les parlementaires pousseurs de boutons n'ont entendu ni la population ni le bruit des matraques. Pendant ce temps, aucun moyen n'était octroyé pour retrouver les victimes des enlèvements, encore en vie à l'époque.

Photo: les affrontements du 2 avril à Bruxelles.

Clabecq lutte pour la survie

Depuis plus d'un an, l'entreprise sidérurgique est à la recherche de plus d'argent. Ou plutôt: les capitalistes comme le patron des Forges, ne veulent plus mettre un franc de plus dans les usines. Ils préfèrent partir avec la caisse et la direction de la firme à la Région wallonne. C'est la même politique, à la tête de la Région wallonne, le parti socialiste, à la tête de la Région wallonne, la douceur ces usines peu rentables. D'abord, supprimez les emplois à *Clabecq*, La Louvière, Liège et Charleroi. C'est le plan Gandois. Car le PS (comme le parti socialiste) a peur de la lutte des travailleurs: manifestation, grève de six jours en juin... L'histoire se répète.

Photo: la manifestation "des 10.000" le 3 février à



«La mort ou la vie avec les papiers»

Une porte d'église fracassée à la tête de la foule, des hommes, des femmes et des enfants à coups de crosse et de gaz lacrymogène se passait à Paris, le 23 août. 1.500 personnes ont délogé les Africains de la rue, faim et leur famille, réfugiés de la rue. Bernard. Ces sans-papiers réclament la régularisation de leur statut. Le 18 mars la régularisation de leur statut a été rejetée la logique de la fermeture des frontières. Grâce à leur détermination, ils ont évité la pathologie de toute la France pro-

s. D'abord, une manifestation
enseignants, étudiants, fran-
et néerlandophones le 28 fé-
xelles. Ensuite, un soutien des
s: *Forges de Clabecq*, *Cater-*
t enfin une répression très im-
ui nous prouva deux choses.
gouvernement grogne dès que le
ment est proposé: il ne veut pas
her l'argent là où il est. Deux,
une alliance étudiants-ensei-
vailleurs. Il utilise alors les
s et les matraques.

manifestation du 28 février à Bruxelles.



La guérilla à l'usine

La direction de *Caterpillar* est particulièrement agressive. Elle veut être rentable en tout temps, même en période de récession. Pour cela, elle dépose un plan pour économiser 360 millions de francs sur le dos des travailleurs de Gosselies. Elle essaie d'engager des jeunes 12% moins cher et de limiter les jours de congé obtenus dans le cadre de la réduction du temps de travail.

Face à cette attaque qui remet en cause les conventions signées les années précédentes, les travailleurs et leurs délégués mènent une guérilla: 47 jours de grève en six mois. Mais la direction riposte: 227 licenciements. C'est l'occupation. Finalement, le patron retire les licenciements, mais impose quand même 9% de baisse de salaire aux nouveaux embauchés et 3% aux autres.

Photo: manifestation du 15 octobre.



Première grève depuis 23 ans

Jamais de grève. La direction d'*Opel* à Anvers s'en vantait. La dernière remontait à 1974. Le patron avait incité les secrétaires syndicaux provinciaux et les délégués principaux de l'usine à signer en 1989 un accord de collaboration. Celui-ci est un obstacle majeur à toute action de la part des travailleurs.

Mais la direction voulait plus. Les ouvriers travaillent dix heures par jour et quatre jours par semaine. Ils font aussi les samedis matin. La direction voulait étendre cela à tout le week-end. Elle voulait aussi supprimer certaines primes. Excédés, les travailleurs ont débrayé trois jours. Sur cette lancée, les ouvriers de *Volvo* ont eux aussi arrêté le travail, après avoir exprimé leur solidarité avec ceux d'*Opel*. Une première. L'accord de collaboration est aujourd'hui remis en question à *Opel*.

Photo: grève en mars.

dérurgique est en sursis. Il n'y
listes comme la famille Dessy,
is mettre un franc pour sauver
la caisse et laisser la direction
est la même chose à *Boël*. Le
on wallonne, veut fermer en
D'abord, supprimer 4.800 em-
et Charleroi. Avec des prépen-
PS (comme la bourgeoisie) a
manifestation monstre début fé-
stoire se répétera-t-elle en 97?
le 3 février à Tubize.



ou la vie, papiers!»

e fracassée à coups de hache,
femmes et des enfants chassés
et de gaz lacrymogène... Cela
le 23 août. 1.500 policiers anti-
gé les Africains en grève de la
le, réfugiés dans l'église Saint-
papiers réclamaient depuis le
risation de leur séjour. Ils ont
de la fermeture des frontières.
mination, ils ont gagné la sym-
France progressiste.

OBJECTIF 479.917: 5 ans déjà

Cette année, le 24 novembre, OBJECTIF 479.917 a eu 5 ans. Cinq ans depuis le dimanche noir, où les partis fascistes avaient obtenu 479.917 voix. Cinq ans de lutte pour l'attribution automatique de la nationalité belge après cinq ans de séjour légal (proposition de loi Harnie) et une pétition qui a rassemblé un million de signatures. Réaction du gouvernement? Une nouvelle procédure de naturalisation qui refuse toujours l'égalité des droits. OBJECTIF réagit avec les immigrés et organise une nouvelle manifestation le 23 mars 1997. OBJECTIF luttera jusqu'à l'obtention des droits égaux.

Photo: manifestation d'OBJECTIF le 24 mars à Bruxelles.



Zaire: implosion d'une dictature

Après la prise des villes d'Uvira, de Bukavu et de Goma, il apparaît que ceux qu'on nomme les "rebelles" ou Banyamulenge sont d'authentiques résistants zairois qui veulent renverser le régime de Mobutu. Ce régime corrompu est de plus en plus ouvertement conquis par la population. Laurent

Kabila et Ngandu Kissase, dirigeants de l'ALLIANCE DES FORCES DÉMOCRATIQUES POUR LA LIBÉRATION DU CONGO, déclarent qu'il veulent aller jusqu'à Kinshasa. Un projet qui bouleverse toute la région.

Photo: De nombreuses recrues s'engagent dans l'armée de AFDL.



Belgique, terre de charters

L'année 95 s'est terminée avec l'arrivée à Anvers de l'*Elise D* et de ses six passagers clandestins dont deux morts pendant le voyage. Ils cherchaient asile en Belgique, fuyant la famine et la guerre. Les survivants ont été acheminés au sinistre camp 127. C'est la mise en pratique de la politique du ministre de l'Intérieur Vande Lanotte, applaudi par les fascistes du Vlaams Blok et du FN. Et pour cause, sa politique reprend dix points du programme du Vlaams Blok.

Photo: enterrement d'*Inconnu 1* et d'*Inconnu 2*, le 2 janvier.



Rwanda: le retour

Le 15 novembre, plus d'un demi-million de réfugiés ont quitté les camps au Zaire pour rentrer au Rwanda. Les révolutionnaires zairois ont vaincu les milices fascistes qui contrôlaient les camps depuis deux ans.

Les réfugiés sont bien accueillis par le gouvernement rwandais, qui a reçu les félicitations de la Croix Rouge et d'autres organisations pour l'organisation efficace du rapatriement.

Photo: le retour des réfugiés



Grève de la faim historique en Turquie

Des milliers de prisonniers politiques turcs et kurdes ont entamé une grève de la faim en mai. Ils exigent le droit aux soins médicaux, l'arrêt des tortures et la fermeture des lieux de torture. Après 45 jours, ils étaient 156 en grève au finish. Le 28 juillet, après septante jours et douze martyrs, le régime turc a cédé à toutes les revendications. Une victoire historique.

Pendant cette grève de la faim, le chef de la gendarmerie belge, le SP De Ridder signait un accord de sécurité avec la Sûreté turque. Objectif: organiser efficacement la répression contre les progressistes et révolutionnaires turcs et kurdes. Deux mois plus tard, la gendarmerie attaquait la chaîne de télévision kurde Med-TV. En novembre, 35 jeunes Kurdes séjournant au Limbourg étaient embarqués par cent gendarmes armés jusqu'aux dents.

Photo: soirée des familles des grévistes de la faim

L'année Brecht

1996 marque le quarantième anniversaire de la mort de l'artiste révolutionnaire Bertolt Brecht. On a pu voir *Les fusils de la mère Carrar* par le Fakkrea, qui coïncidait avec la commémoration de la guerre antifasciste espagnole (1936). Un COLLECTIF BRECHT regroupe dans l'action et la réflexion de nombreux artistes. On lui doit un concert exceptionnel de Gisela May.

La reprise de *La Mère* dans la mise en scène de Jacques Delcuvellerie a fait découvrir à de nombreux syndicalistes et travailleurs non seulement le théâtre, mais surtout un théâtre au service du peuple, de ses aspirations et comme le disait Anne Marie Loop (dans le rôle de la mère) «une belle leçon contre le sectarisme et pour le travail humble et obstiné des révolutionnaires».



Solidaire sur CD-Rom!

Les cinquante *Solidaire* de l'année 1996 seront disponibles en fin janvier sur un CD-Rom. Vous pourrez visualiser chaque page sur l'écran de votre ordinateur, avec les photos, imprimer des articles et même les sélectionner avec des mots-clé. Un merveilleux outil de documentation.

Et si vous n'êtes pas encore équipé d'un lecteur de CD-Rom, n'hésitez pas à commander des numéros qui vous intéressent.

Nom & Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Tél.: _____

commande le CD-Rom "*Solidaire 1996*" (500 FB)

commande le(s) numéro(s) de *Solidaire* encore disponibles traitant des thèmes suivants (40 F pièce): _____

verse la somme de _____ FB au compte 001-0728997-21 de *Solidaire* Promotion Bruxelles.

Bon à renvoyer à *Solidaire*, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.



FN Herstal : un tiers du personnel menacé

Le fleuron de l'armurerie liégeoise veut restructurer

L'administrateur général de la FN, qui dépend du groupe français Giat, a sorti son plan de restructuration le 10 décembre : 428 travailleurs sur les 1.400 actuels doivent disparaître d'ici cinq ans. On parle de 70 licenciements purs et simples.

Eddy Hosten

«Un tiers du personnel ! Encore deux fois une restructuration pareille et il n'y a plus de FN, nous confie un ouvrier. On est en train de réduire l'entreprise à sa plus simple expression, même s'il s'agit principalement de préretraitements ou de primes de départ.»

Les syndicats contestent le plan industriel et refusent tout licenciement. Une concertation est prévue le 17.

Il y a dix ans, la FN comptait encore sept mille travailleurs. Au nom de la "survie de l'entreprise" et de la "position concurrentielle", la Société Générale, le patron de l'époque, a imposé des restructurations et d'importantes pertes d'emploi, sous forme de préretraitements et de départs avec primes. Après un siècle de bénéfices plantureux, la Générale s'est retirée en 1992. Elle est seulement contrainte de verser une aumône de 400 millions au fond de reconversion.

Le groupe français Giat a repris l'entreprise et recherche aujourd'hui un actionnaire majo-

ritaire qui apporterait cinq milliards.

La classe ouvrière a la responsabilité de transmettre chaque emploi à la génération suivante. Sinon quel monde laissons-nous ? «A la FN, il y a deux ans, le patron a voulu licencier un ouvrier soupçonné d'avoir pris un tube néon. On a fait grève pendant une semaine. Pour un emploi ! Alors, pour septante emplois, on doit faire grève septante semaines s'il le faut.» L'emploi des préretraitements, tout comme celui des trente-trois intérimaires, doit aussi être sauvegardé : chaque emploi nourrit une famille.

On ne cesse de vous donner des milliards...

Lors d'un débat organisé par le journal *La Wallonie*, Nico Cué, délégué principal FGTB, s'est adressé aux patrons : «La FN a besoin de cinq milliards, mais 428 emplois sont menacés. On ne cesse de vous donner des milliards. Vous n'arrêtez pas de licencier et de mettre en cause la hauteur des



La grande grève de la FN en 1986. L'entreprise comptait alors encore sept mille travailleurs. Après un siècle de bénéfices plantureux, la Générale s'est retirée en 1992. Elle est seulement contrainte de verser une aumône de 400 millions au fond de reconversion.

salaires.» La Région wallonne accorde 15 milliards par an aux entreprises, sur un budget total de 175 milliards.

En retour : rien que des licenciements, que l'entreprise fasse des bénéfices (comme Cockerill) ou soit "en difficulté". L'ensemble des entreprises de Belgique enregist-

rent 800 milliards de bénéfices nets par an. La Société Générale qui a laissé tomber la FN se porte mieux que jamais. Les entreprises ont les moyens de garantir l'emploi.

La confrontation est inévitable. Les travailleurs de la FN ont déjà prouvé à maintes reprises qu'ils

sont prêts à se battre.

Revendiquons le maintien de l'emploi, la semaine de 32 heures avec embauches compensatoires au frais de la Société Générale, l'embauche définitive des intérimaires et, en cas de grève, pas d'astreinte ni d'intervention de la gendarmerie.

Faut-il être un trompe-la-mort pour travailler à CMI ?

Un ouvrier échappe de justesse à un accident mortel

Félix Amont

Une tôle d'une tonne tombe dans l'entreprise CMI (groupe Cockerill Sambre), en région liégeoise. Un ouvrier a la mâchoire et la pommette cassée, un gros hématome à l'épaule et au genou. Sans un heureux concours de circonstances, c'était un camarade de plus sacrifié sur l'hôtel de la compétitivité. Pour protester contre la dégradation des conditions de travail, les ouvriers entament une grève de 24 heures.

Le grave accident survenu le 5 décembre n'est pas dû au hasard.

Pour Levaux, directeur de CMI, l'emploi c'est d'abord la compétitivité. A l'entendre, il faut y sacrifier son salaire et sa vie. La sécurité des ouvriers dans l'entreprise coûte trop cher, estime-t-il : «C'est un rapport valeur-coût». (1)

Levaux, le directeur le plus dangereux depuis vingt ans

Qu'il demande au camarade miraculé le "rapport valeur-coût" de la tôle qu'il a reçue sur la tête ! Il faut produire toujours plus vite,

plus rapidement que le voisin et de préférence gagner moins que lui. Depuis la mise en route de la dernière restructuration, les ouvriers sont continuellement harcelés, le stress est généralisé. Les délais sont de plus en plus courts, c'est le *just in time*. L'ouvrier est le plus souvent mis dans une situation où il ne peut respecter les consignes élémentaires de sécurité. Les bons outils manquent, remplacer un gros câble effiloché (200.000 F) coûte trop cher. Il n'y a pas assez d'ouvriers et la généralisation des ponts roulants à télécommande augmente les ris-

ques. L'ouvrier accidenté, un pontier, effectuait seul cette manutention.

Cet accident est le résultat direct de la dernière restructuration. Levaux dit qu'il «consacre beaucoup trop de temps et d'efforts dans les relations sociales pour la sécurité et l'hygiène». Il veut supprimer l'infirmerie et les comités de sécurité de base. CMI est dans la plus complète illégalité : il n'y a plus de chef de sécurité. Pour le capitaliste, les mesures de sécurité ont un "coût" : la mort d'un ouvrier coûte moins cher que les mesures qui devraient être prises pour

protéger sa vie. C'est cela, le "rapport valeur-coût".

Les règlements de protection au travail, la sécurité et l'hygiène dans les entreprises ont été arrachés par la lutte de classes. Il faut lutter pour les maintenir et les développer, car la vie des ouvriers en dépend. C'est aux barons de l'acier à en payer le coût, pas aux travailleurs. Sous le socialisme, les risques d'accidents sont limités au maximum, car le bien le plus précieux, c'est l'homme.

1. *La Wallonie*, 1 juillet 1996.

Nonante emplois menacés à Chaudfontaine

Les organisations syndicales et la direction de Chaudfontaine Monopole sont entrées en négociation. Pour comprendre, revenons un peu en arrière. En 1989, Chaudfontaine, qui appartenait à la Brasserie Piedboeuf, est intégrée au groupe Interbrew, à la suite d'un mouvement de grève qui a duré 19 jours. On a vu alors défiler une

pléiade de directeurs généraux plus mégalomanes les uns que les autres. Le premier prétendait mettre l'entreprise au gabarit de 4.500.000 hectolitres. Le deuxième voulait faire de Chaudfontaine une entreprise d'exportation vers l'Asie. Le troisième s'est lancé tête baissée dans un projet d'un milliard pour les flacons en

plastique réutilisables. Tout cela sur moins de huit ans. Le quatrième s'est mis en tête de vendre l'entreprise aux Britanniques. Le cinquième a prétendu, d'un coup de baguette, rayer vingt ans de lutte et d'acquis sociaux. Ce Zorro veut réduire la structure de l'entreprise à 1.500.000 hectolitres, virer 90 travailleurs, déréguler

l'organisation du travail, imposer la polyvalence illimitée pour tous les travailleurs, réduire les revenus de 88.330 F brut en moyenne par travailleurs, supprimer les primes d'ancienneté... et ainsi réduire la charge salariale globale de 100 millions. Cela ne comprend évidemment pas le salaire de ce chevalier du capitalisme et de ses

sabres : prime de cadre, voiture de société, carte Horeca, chèques et autres avantages qu'il serait immoral de citer. Avec une incroyable désinvolture, ce fossoyeur des temps modernes bafoue les accords du passé, en particulier la convention de garantie d'emploi, signée en juin dernier par Interbrew.

Les CCT : un enjeu de société

Thomas Gounet

Il n'y aura pas de véritables négociations interprofessionnelles. C'est le gouvernement qui décidera de la norme salariale et ce sera 6,1% pour les deux ans à venir.

Cela signifie que le blocage salarial commencé il y a trois ans se poursuivra. Il n'y aura pas de marge pour discuter d'une diminution du temps de travail sans perte de salaire.

Ces décisions forment un carcan inacceptable pour les nouvelles conventions collectives (CCT).

Les patrons sont à l'offensive. Ils veulent obtenir une percée en matière de salaire, d'emploi, de flexibilité... Il s'agit de leur répondre point par point, non seulement au niveau global, mais aussi dans chaque entreprise. Pour cela, partir des revendications justes des travailleurs est le point d'appui indispensable pour le parti.

Les travailleurs ont montré leur détermination dans les affaires d'enlèvement d'enfants. Ils ont mis en avant la question de la pourriture du système capitaliste et celle de l'Etat capitaliste. Ce sont les mêmes thèmes que l'on peut développer dans chaque usine à propos de la signature des CCT.

Tout d'abord, le système capitaliste est inhumain, inégalitaire et inefficace.

Il est inhumain, car il demande de plus en plus aux travailleurs : moins d'emploi, moins de salaire, plus de stress, plus de charge de travail, etc.

Il est inégalitaire, car il fait cela pour enrichir les capitalistes, comme la Justice favorise les riches. Le patron de Caterpillar demande des baisses salariales afin d'être rentable dans n'importe quelle situation, y compris celle de crise généralisée. Alors que tous les travailleurs se serrent la ceinture, lui peut continuer à percevoir ses dividendes.

Il est inefficace, car il cause la crise économique, ne satisfait pas les besoins des gens, gaspille des ressources (chômage, fermetures d'usines, etc.) et ne s'en sort pas.

De cette caractérisation du système capitaliste découle la nécessité d'une autre société, le socialisme.

Ensuite, l'Etat capitaliste défend les patrons et le système capitaliste pourri.

Le gouvernement favorise la stratégie patronale. Il permet aux patrons de réaliser leurs objectifs de compétitivité, de profit et de restructuration.

En imposant un carcan au niveau des CCT, il rend la lutte ouvrière plus difficile. Mais, en même temps, ce combat entre en contradiction directe avec l'Etat.

La gendarmerie, bras armé de l'Etat, veut se renforcer à travers l'affaire Dutroux-Nihoul. Elle fiche les syndicalistes qui s'opposent à la stratégie patronale. Elle intervient contre les manifestants. Elle impose les astreintes aux grévistes.

Ceci doit pousser les travailleurs à vouloir le renversement de l'Etat capitaliste, le garant des intérêts des patrons et du système. Tout comme l'Etat protège les trafiquants d'enfants.



Les ouvriers de Volkswagen ont montré leur indignation devant les manœuvres de la Justice capitaliste avec l'arrêt Connerotte. Ils ont souligné la pourriture du système capitaliste et de l'Etat belge. C'est la même chose avec la CCT et la norme salariale décidée par le gouvernement.

Crise et châtement

Le cadre politique de l'offensive patronale

L'agressivité et l'arrogance des patrons n'a plus de bornes. Confrontés à la crise, poussés à la guerre commerciale à outrance, ils introduisent des méthodes d'exploitation toujours plus grandes, comme le toyotisme. Dans leurs stratégies, ils reçoivent l'appui des partis socialistes.

Thomas Gounet

D'abord, les capitalistes doivent affronter une crise économique, la plus importante de l'après-guerre. Ils ne sont pas capables de vendre toute leur production, car il n'y a pas assez d'acheteurs. Dans l'industrie automobile, les surcapacités à l'échelle mondiale atteignent les 10 millions de voitures par an : les constructeurs peuvent fabriquer 58 millions de véhicules, mais ne peuvent en vendre que 48 millions. Dans la sidérurgie ouest-européenne, les capacités s'élèvent à 205 millions de tonnes d'acier brut, mais les ventes ne se montent qu'à 155 millions.

La crise économique montre l'absurdité du système capitaliste.

Ensuite, les capitalistes se lancent dans une guerre concurrentielle sans précédent.

La crise pousse les patrons à réduire les prix pour quand même vendre au détriment des concurrents. Grâce à cela, ils espèrent gagner des parts de marché. Ils essaient alors de récupérer les coûts de cette bataille sur le dos des travailleurs. Il y a une course à rationaliser le premier. Celui qui y parvient le plus vite peut diminuer ses prix et donc s'en sortir à court terme. Mais,

globalement, cette stratégie aggrave la crise. Elle abaisse le pouvoir d'achat des travailleurs, d'un côté. De l'autre, elle accroît encore les capacités de production. La crise de surproduction s'approfondit. Défendre la compétitivité ne résout pas les problèmes des travailleurs.

Le toyotisme pour accroître l'exploitation à un niveau inégalé

Puis, les capitalistes introduisent de nouvelles méthodes de travail qui intensifient davantage le travail. Dans l'industrie automobile, c'est le toyotisme : constitution d'une usine minimum (effectif minimal pour la production normale la plus basse), flexibilité du travailleur, mise en sous-traitance, teamwork (pour exercer la pression à l'intérieur de chaque team), charge maximum pour tous les travailleurs (avec hausse du rythme, stress permanent, etc.). On retrouve toutes les attaques patronales menées dans le cadre des CCT (voir page ci-contre).

Le toyotisme permet aux constructeurs d'être plus performants, donc chacun essaie d'aller le plus loin, car cela lui permet

de gagner la bataille concurrentielle.

Le toyotisme est, jusqu'à aujourd'hui, le système d'exploitation le plus important mis au point par les capitalistes.

L'appui des PS et SP aux capitalistes

Enfin, les capitalistes reçoivent le soutien de la politique réformiste des partis socialistes (PS et SP). Le PS et le SP acceptent la logique de la compétitivité. Ils trouvent cela positif. L'incarnation de cette orientation est le commissaire européen à la concurrence,

Karel Van Miert. Il défend la liberté du marché capitaliste. Il attaque les services publics et les protections sociales.

Le PS et le SP sont les soutiens les plus importants au niveau politique du renforcement de la gendarmerie, donc du bras armé contre les travailleurs.

La politique réformiste des PS et SP appuie, par tous les moyens, la compétitivité des entreprises, donc incite les syndicats à collaborer avec les patrons pour faire face aux concurrents. On s'oriente ainsi vers le fascisme. Cela laisse le champ libre au patron pour imposer sa dictature, y compris sur le niveau du travail concret.

Imposons nos normes de travail

Au niveau national, le parti du travail revendique :

- non à la norme salariale;
- pas de blocage salarial;
- pas de baisse de salaire (direct et indirect);
- liberté pour négocier des CCT;
- pas de carcan salarial;
- 32 heures sans perte de salaire, sans flexibilité et avec embauches compensatoires;
- 32 heures aux frais des patrons;
- suppression du fichage «politique» des syndicalistes;
- démantèlement de la gendarmerie;
- interdiction des astreintes en cas de grève.

Dans le secteur automobile, il défend la conclusion d'une

convention collective nationale fondée sur les points suivants :

- maintien intégral de l'emploi, soit 33.000 chez les constructeurs;
- pas de flexibilité; pas de travail le week-end; pas d'augmentation du travail de nuit; pas de calcul annuel des heures de travail; pas d'heures supplémentaires;
- arrêt de la mise en sous-traitance;
- abaissement de 15% du rythme et engagement de personnel pour répondre à cette baisse;
- suppression des accords de collaboration entre direction et syndicats comme il existe à Opel et à Volvo.

Les patrons à l'offensive

La nouvelle définition des CCT : conventions capitalistes de terreur

Compétitivité, profit, restructuration sont les trois mots d'or du patronat. Au nom de ces trois principes, il veut imposer aux travailleurs une nouvelle dégradation des conditions de travail.

Quels sont les détails de l'attaque patronale ?

Thomas Gounet

Elle est loin la tradition qui voulait que ce soient les organisations syndicales qui présentent un cahier de revendications lors des conventions collectives de travail (CCT). Aujourd'hui, c'est souvent le patron qui avance son propre programme.

Le patronat veut imposer cinq mesures aux travailleurs.

Première attaque : la baisse des coûts salariaux.

Le gouvernement a fixé une norme salariale. Mais le patronat veut davantage. Il essaie de baisser le salaire net, de supprimer des primes, de ne pas appliquer des augmentations prévues dans les précédentes conventions... Mais les patrons peuvent aussi, comme à Caterpillar, faire porter le poids de la baisse aux nouveaux engagés : à Gosselies, le salaire d'embauche a été réduit de 9%.

Si jamais les revendications des travailleurs pour les hausses salariales sont trop fortes, il reste encore la participation aux bénéfices. C'est une option encouragée par le gouvernement : elle n'est pas soumise à la norme.

Mais c'est une proposition incertaine, qui a été refusée par les travailleurs d'Amoco (voir cadre). Elle lie la rémunération du travailleur à celle de son entreprise : pas de bénéfice, moins de revenu pour l'ouvrier. Mais, surtout, elle fait croire que les intérêts des travailleurs sont dépendants de ceux de leur patron, alors que celui-ci n'hésitera pas à les licencier s'il trouve qu'il peut faire davantage de profit sans eux.

Deuxième attaque : la réduction des effectifs.

Les patrons veulent obtenir une augmentation importante de la productivité. Ceci signifie qu'à production constante, on diminue les effectifs. A Boël, 800 personnes au moins sont excédentaires. A Cockerill Sambre, le patron Gandois veut supprimer 2.000 postes pour l'an 2000.

Cela peut vouloir dire aussi que, si la production augmente, les capitalistes n'accroissent pas les effectifs. A Caterpillar, les capacités se sont élevées de 70%, mais l'emploi doit baisser légèrement. A Volkswagen, le patron veut compléter l'équipe de nuit et faire passer des travailleurs de jour vers la nuit.

Il est clair qu'une augmentation de la production dans la situation de crise économique entraîne une intensification de la guerre com-



Face à l'agressivité patronale, les travailleurs de Caterpillar ont fait 47 jours de grève en six mois. Ici, ils manifestent leur colère dans les rues de Charleroi le 15 octobre 1996.

merciale et probablement des baisses de production ailleurs. Les travailleurs ne peuvent revendiquer une hausse de la production chez eux si elle signifie la liquidation d'emplois dans une autre usine. C'est une question de solidarité de classe.

Troisième attaque : accentuation de la flexibilité.

On peut dénombrer quatre types importants de flexibilité. Premièrement, il y a la hausse de la flexibilité horaire : travailler intensément quand il y a des commandes, être en disponibilité quand les commandes baissent. Les capitalistes appellent cela : travailler selon la demande ou calculer les heures travaillées par année (et non plus par jour ou par semaine). Le modèle est Renault où l'on travaille 9h par jour, mais 3, 4 ou 5 jours par semaine selon la demande. A Ford, le patron Heller veut appliquer cette méthode. Cela se fera sans doute par l'extension du travail de week-end, le samedi et peut-être même le dimanche.

Deuxièmement, les patrons veulent davantage de flexibilité quantitative de main-d'oeuvre : utilisation de plus en plus d'heures supplémentaires ou d'ouvriers temporaires (saisonniers, intérimaires, etc.). Ceci est lié à la destruction de l'emploi. L'emploi est calculé pour effectuer le niveau le plus bas de la production "normale". Les hausses de production sont accomplies par des heures supplémentaires ou des temporaires.

Troisièmement, les patrons accroissent l'utilisation maximale des temps de production. En d'autres termes, il s'agit de faire tourner les machines le plus

longtemps possible : la nuit, mais aussi faire travailler les ouvriers 9h par jour comme à Renault ou même 10h comme à Opel Anvers. Quatrièmement, les capitalistes changent le contenu du travail. L'ouvrier devient polyvalent : il peut exécuter différentes tâches, donc être déplacé presque n'importe où dans l'usine. Il perd toute spécificité. Il n'est plus engagé comme mécanicien, soudeur ou électricien. C'est le but des reclassements du personnel. A Renault, les travailleurs devraient être repositionnés en trois catégories en fonction du nombre de postes que chaque ouvrier connaît : seulement un poste pour le niveau le plus bas, au moins trois postes pour le rang intermédiaire et au moins six postes pour les plus élevés.

Quatrième attaque : la mise en sous-traitance de toutes les activités "non essentielles".

Les patrons construisent une pyramide de sous-traitants. C'est très visible dans l'automobile : au niveau le plus haut, on a le constructeur qui organise l'assemblage; les sous-traitants de premier niveau produisent les "sous-ensembles" (le tableau de bord, les portes, les sièges, etc.); les sous-traitants de second rang fabriquent les pièces pour ces sous-ensembles, etc. Plus on descend dans la hiérarchie, plus les conditions de travail sont déplorables et il n'y a pas de syndicats (ou alors ils sont moins forts). Les salaires sont plus bas, de 100 à 150 francs par heure dans l'automobile (voire davantage). C'est cette situation que veut voir se généraliser le patronat.

Cinquième attaque : la segmenta-

risation de la main-d'oeuvre.

C'est la conséquence des points précédents. Dans une grande usine ou sur un site, circulent de plus en plus des ouvriers de statuts différents. Chacun d'eux reçoit des salaires différents, entre autres parce qu'ils appartiennent à des CCT différentes. Cette situation affaiblit les travailleurs et leurs organisations syndicales. Cette segmentarisation montre que les capitalistes manoeuvrent aussi sur l'idéologie. De cette manière, ils essaient de diviser les travailleurs. S'ils y parviennent, l'espoir de l'ouvrier n'est plus de se battre collectivement contre les patrons, mais de passer d'une catégorie défavorable à un meilleur statut. Mais l'attaque idéologique ne

s'arrête pas là. Les patrons tentent de subordonner les aspirations des travailleurs pour un emploi stable, des salaires plus élevés, etc., à la situation de l'entreprise. C'est l'objectif de la participation aux bénéfices, mais aussi du management participatif.

Enfin, les patrons tentent de lier les organisations syndicales à l'introduction de ces nouvelles conditions de travail (moins de personnel, plus de flexibilité, plus de sous-traitance, etc.). Dans de tels accords de participation, les délégués ont pour rôle principal de relayer les ordres patronaux vers les travailleurs.

C'est dire si l'enjeu de ces CCT est important pour faire barrage à ces attaques des capitalistes.

Le carcan des ouvriers

A Amoco à Feluy, les travailleurs ont imposé leur norme salariale : 15 francs de hausse à partir du 1er octobre dernier et 5 francs à partir du 1er janvier 1998. En outre, cinq personnes ont été embauchées. Et trois jours supplémentaires de réduction du temps de travail ont été accordés sans perte de rémunération.

Le patron a proposé la participation aux bénéfices, comme le suggérait le gouvernement. Mais les délégations ont refusé catégoriquement. La direction va la donner hors convention. La multinationale pétrochimique avait peur d'une nouvelle grève dans l'usine. Les précé-

dentes conventions avaient été l'objet de luttes importantes et elle ne voulait plus passer par une telle épreuve. Elle a cédé sous la pression des travailleurs.

L'accord est une brèche importante au carcan imposé par la norme salariale. L'augmentation salariale de 15 francs (et autres primes) représente, par exemple, une hausse de 5,6%, soit bien plus que ce que permet la norme salariale. En s'appuyant sur la force des travailleurs il est donc possible de faire reculer le patron. C'est sur base de tels exemples que les travailleurs pourront briser le carcan gouvernemental.

Les faits donnent tort aux organisations humanitaires

De plus en plus de critiques après les événements de l'est du Zaïre

Les événements au Rwanda et au Zaïre remettent en question la politique d'une série d'organisations humanitaires. Les faits donnent raison à la position anti-impérialiste qui condamne, par principe, les interventions "humanitaires" internationales. Ce n'est pas du goût de ceux qui s'opposent au gouvernement rwandais ou aux rebelles zaïrois. Pour eux, les anti-impérialistes sont des "droitiers" ou de dangereux "gauchistes".

Dirk Van Duppen

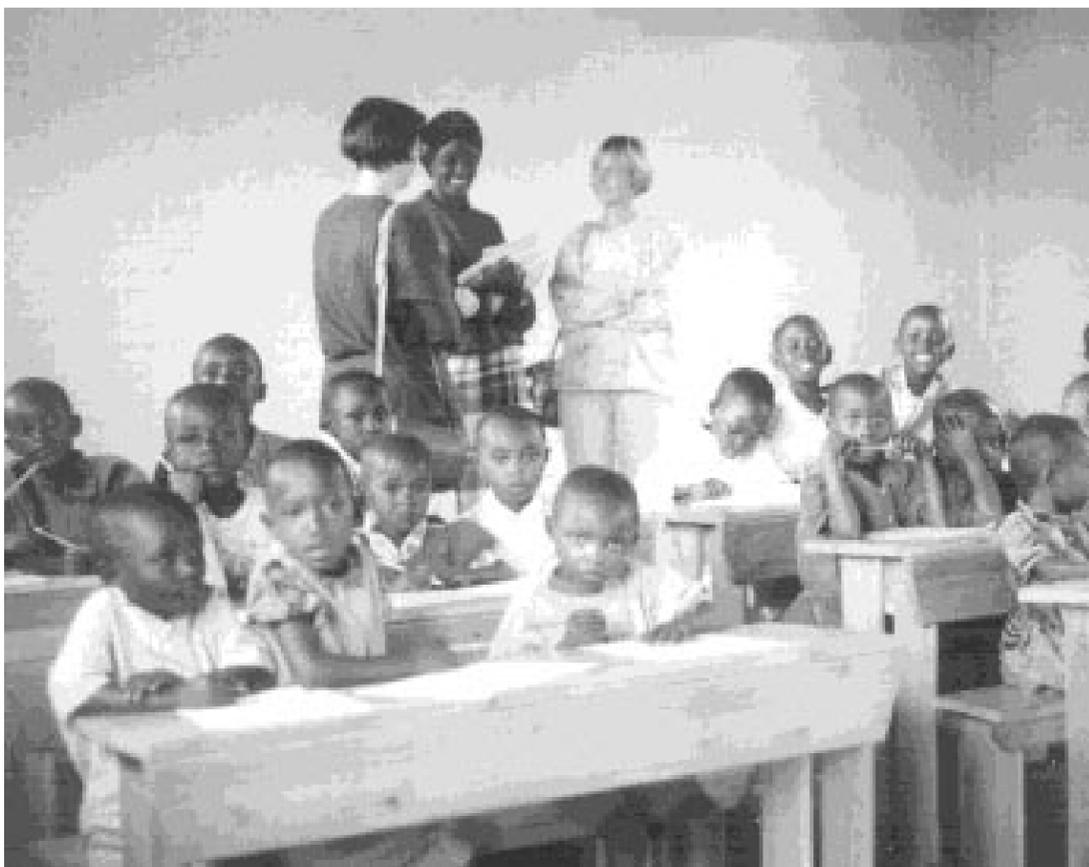
Le directeur de "Broederlijk Delen" affirme dans *De Morgen* : «Il y a des convergences remarquables entre la Ligue anti-impérialiste et des milieux d'affaires ou politiques de droite, comme l'ambassadeur américain à Kigali.» (1) Rik De Gendt, journaliste au *Standaard*, met en garde contre le fait qu'une fois de plus «des collaborateurs de l'organisation marxiste-léniniste "Médecine pour le tiers monde" au Sud-Kivu amènent des projets qui doivent soutenir la "révolution" en cours.» (2) Qu'en est-il ?

Les armes sont plus utiles que les biscuits

Depuis deux ans, la Ligue anti-impérialiste soutient la position suivante : l'aide humanitaire prolonge l'existence des camps dans l'est du Zaïre et sert à réarmer les tueurs. Toute intervention "humanitaire" internationale des grandes puissances protège le régime génocidaire. Pour régler le problème des réfugiés, il faut désarmer les milices interahamwe et l'ex-armée rwandaise dans l'est du Zaïre et libérer les réfugiés des camps. Seuls les nouvelles autorités rwandaises et leurs alliés zaïrois sont en état de le faire. Ce sont eux, et pas la communauté internationale, qui veulent et peuvent garantir la sécurité et la justice dans la région et ce sont donc eux qui méritent notre soutien.

De nombreux journalistes ont confirmé ces positions après les récents événements dans l'est du Zaïre. «Parfois les armes sont plus utiles que les biscuits. Les milices Hutu qui utilisaient des réfugiés innocents comme boucliers humains ont été mises hors d'état de nuire par des Tutsi bien armés. Ces réfugiés innocents, que les milices Hutu avaient convaincus qu'ils ne pouvaient retourner au Rwanda, ont pu maintenant ramasser leurs effets personnels et reprendre la route», écrit Elsevier. (3)

«An nom de la souffrance humaine, les organisations humanitaires s'adjugent une supériorité morale et donnent ainsi l'impression erronée de disposer de la solution à des conflits de pouvoir. La débâcle de l'opération humanitaire dans l'est du Zaïre il y a deux ans et la crise qui s'est étendue entre-temps à toute la région des Grands Lacs leur a donné tort», écrit Koert Lindijer dans un quotidien des Pays-Bas. (4) Il cite Mark Bowden de l'organisation humanitaire américaine "Save the Children" qui, dans un accès d'autocritique, déclare la faillite des points de vue idéologiques des organisations humanitaires : «Notre réponse est toujours la même : allez-y et nourrissez-les. Les organisations humanitaires ont toujours l'air prêtes à donner des réponses mais sont incapables d'expliquer le problème. Comme par réflexe, les organisations humanitaires ne s'occupent que du sort des réfugiés et en appellent à une intervention



Cette école maternelle à Runda (Rwanda) a été construite avec des fonds du projet de parrainage d'enfants rwandais de Médecine pour le tiers monde. Les événements dans l'Est zaïrois montrent qu'il était correct de concentrer tout le soutien sur la reconstruction du nouveau Rwanda.

militaire pour les aider. Elles témoignent d'une grande naïveté politique, elles ne font aucune analyse de la situation politique et militaire.»

De Goma, Dirk Draulans, journaliste de *Knack* écrit : «Vendredi 15 novembre. Trois quarts de million de réfugiés décident de rentrer chez eux., à leur propre initiative et avec leurs propres forces. Pourtant, Médecins sans frontières affirmait encore la veille : "Si on n'intervient pas maintenant, on va au-devant d'une catastrophe humanitaire comme jamais le monde n'en a connue".» (5)

Soutien humanitaire aux génocidaires

«En infraction aux traités internationaux, les instigateurs du génocide ont regroupé les réfugiés dans des camps à un jet de pierre de la frontière du Rwanda, analyse le journaliste néerlandais Koert Lindijer. Des dizaines de milliers de soldats de l'ex-gouvernement rwandais et d'extrémistes hutus des interahamwe s'y préparaient à la revanche contre le nouveau pouvoir au Rwanda. Les organisations humanitaires laissaient faire. Les réfugiés étaient rançonnés d'une partie de leur aide alimentaire par les combattants. Des interahamwe faisaient passer les dissidents en jugement et assassinaient les opposants sous les yeux des organisations humanitaires. Au début de cette année, les extrémistes hutus ont commencé à lancer systématiquement à partir des camps des attaques en territoire rwandais, visant particulièrement les témoins du génocide. Des organisations humanitaires peu

scrupuleuses ont pris à leur service des tueurs notoires pour leurs programmes d'aide. Les organisations humanitaires, autrement fort bavardes, ont passé sous silence les premiers mois les conséquences négatives de leur soutien.» (4)

Dans une étude sur la crise dans l'est du Zaïre, le professeur gantois Jef Maton a calculé l'ampleur des montants de cette aide aux camps contrôlés par les extrémistes hutus : 8.680 francs par réfugié par an. De cela, une grande partie devait être abandonnée aux interahamwe comme impôt de guerre. En face de cela, le revenu annuel au Kivu se monte à peine à 5.766 francs par habitant. Toute l'action pour la région des Grands Lacs a coûté 69,7 milliards de francs belges sur les deux dernières années. (6) Par comparaison : le montant annuel de l'aide au développement que le Rwanda reçoit de la Belgique s'élève à 1 milliard de francs, et des États-Unis (le plus grand donateur) 3,5 milliards de francs.

Critiques au sein des ONG

Dans le monde des organisations non gouvernementales (ONG) on voit aussi se développer la critique contre la position que le NCOS (la coordination des ONG du développement du côté flamand) a adoptée en faveur d'une intervention "humanitaire" internationale. Oxfam-Solidarité, la LAI, Médecine pour le tiers monde et Vrede ont pris l'initiative d'une lettre ouverte avec les trois exigences suivantes : 1. Pas d'argent pour des armes ni pour une intervention ; 2. Soutien, par contre, au développement du

Rwanda ; 3. Pression continuée sur le régime zaïrois pour donner sa chance à une réelle démocratie politique et économique.

Le comité provincial de Flandre orientale, d'autres comités de base du NCOS et d'autres ONG ont également souscrit à cette lettre. Toon Mondelaers écrit au nom du Groupe de travail Nord-Sud de Chrétiens pour le Socialisme dans une lettre ouverte au NCOS : «L'indignation morale sans prise en compte de la politique mondiale est dangereuse. À notre estime, le NCOS se laisse prendre à la rhétorique moralisatrice des grandes puissances. Chaque immixtion militaire occidentale dans le passé n'a fait qu'aggraver les problèmes. Nous défendons donc une opposition radicale à une intervention humanitaire occidentale. Aujourd'hui, des responsables du génocide sont toujours protégés en Belgique par l'État belge et l'Église catholique. C'est inadmissible. S'il y a bien une question où l'indignation morale est de mise, c'est celle-ci. Le NCOS devrait avoir le courage de dénoncer cet état de choses. Des Flamands étroitement liés au régime précédent et qui ont explicitement pris parti dans le conflit sont présentés comme des experts "indépendants". Les mensonges médiatiques sur le Rwanda sont flagrants. Nous appelons le NCOS et ses organisations membres à combattre cette désinformation.»

1. *De Morgen*, 2 décembre 1996. 2. *De Standaard*, 6 décembre 1996. 3. *Elsevier*, 20 novembre 1996. 4. *NRC-Handelsblad*, 7 décembre 1996. 5. *Knack*, 20 novembre 1996. 6. *De Standaard*, 27 novembre 1996.

Julius Nyerere soutient les rebelles zaïrois

Julius Nyerere, ex-président de Tanzanie, a conservé une grande autorité dans les milieux des ONG. Au début de l'année, il s'est laissé manipuler par les grandes puissances pour la mise sur pied d'une force d'intervention "humanitaire" africaine. Aujourd'hui, rattrapé par les événements au Zaïre, il fait cette autocritique : «Les Banyamulenge nous ont donné une leçon en comptant sur leurs propres forces. Séparer les réfugiés des interahamwe et de l'ancienne armée rwandaise était la question-clé. Pendant que la

force multinationale débattait de la possibilité d'effectuer cette séparation, les Banyamulenge l'ont faite. Je voulais une force multinationale pour aider les réfugiés, pour protéger les organisations humanitaires et pour rendre le retour possible. Ce n'était possible qu'en intervenant contre les interahamwe. La force multinationale n'était pas prête à cela. Quel aurait alors été l'intérêt de son intervention ? Elle n'aurait fait qu'entraver l'action indispensable des Banyamulenge.» (De *Volkskrant*, 28 novembre.)

Le Rwanda en chantier nécessite votre soutien

Les habitants prennent en main la reconstruction du pays

En 1994, juste après le génocide, Médecine pour le Tiers Monde a opté pour un projet au Rwanda même. Notre premier souci était de soutenir la population dans la reconstruction du pays. Ce choix s'avère correct aujourd'hui.

Frank Sonck

Depuis novembre, 600.000 réfugiés sont rentrés au Rwanda. Pendant deux années, les autorités rwandaises ont été accusées de ne pas vouloir résoudre le problème des réfugiés. Les événements réfutent cette accusation. C'est le gouvernement rwandais qui prend en main la réintégration des réfugiés. Les organisations internationales étaient mal préparées à ce retour massif. Espérons qu'elles tireront les conclusions qui s'imposent et qu'elles mettront en oeuvre les moyens qu'elles ont engagés dans les camps du Zaïre.

Construire des maisons : la toute grande priorité

L'année dernière déjà, Médecine pour le Tiers Monde (MPTM) a introduit un projet de "réintégration socio-économique des expatriés" auprès de l'AGCD (organisme de coopération au développement) et auprès du comité 11.11.11. en vue d'un co-financement. L'AGCD n'a pas encore répondu. Nos autorités estiment peut-être que les problèmes ne sont pas assez urgents. C'est pourquoi MPTM veut recueillir le



Marie-Jeanne Nirere est la présidente de Umurava, le partenaire local de Médecine pour le Tiers Monde. L'organisation rassemble des femmes de la commune de Runda.

plus de fonds possible via les parrains et la campagne "Mille Collines". Il y a beaucoup à réparer. Quand les génocidaires ont fui au Zaïre, ils ont détruit une grosse partie de l'infrastructure et des maisons. 600.000 réfugiés rapatriés doivent être relogés. On a donné quinze jours aux rescapés du génocide pour quitter les maisons où ils ont pu s'abriter pendant deux ans. Le besoin de logements se fait donc cruellement sentir.

Umurava, le partenaire local

MPTM est en collaboration étroite avec "Urunana", une association nationale regroup-

pant des organisations féminines. Urunana encourage les femmes à mettre sur pied partout dans le pays des organisations locales et à prendre en main les problèmes. C'est ainsi que, dans la commune de Runda (à 10 km de Kigali), une quarantaine de femmes a créé le groupe "Umurava". C'est notre partenaire local. Ces femmes savent parfaitement quelles sont les nécessités les plus urgentes. C'est pourquoi elles élaborent l'orientation concrète de notre projet. A chaque fois, il s'avère que les Rwandais sont les seuls à vouloir et à pouvoir construire

un nouveau Rwanda. Il faut donc que l'association Umurava puisse se développer en une organisation forte. L'année dernière MPTM a construit une maison de la communauté. Depuis lors, de nombreuses réunions et formations y ont eu lieu.

Ces activités impliquent de plus en plus la population locale dans la reconstruction. On évite ainsi que les habitants se retrouvent dans le rôle de victimes passives. Et grâce aux discussions, les gens sont de plus en plus conscients du rôle criminel que l'ethnisme a toujours joué.

EN BREF

Cent-quatre maisons déjà bâties



Martine Raeymaeckers est la responsable de Médecine pour le Tiers Monde au Rwanda : «Notre première priorité était de donner un toit à chacun. Nous avons dès lors investi à peu près la moitié des fonds dans la construction. Dans le centre de Runda, nous avons déjà construit 104 habitations. L'été passé, deux brigades de solidarité ont aidé à transformer deux classes de l'école technique détruite en deux confortables classes maternelles. Avec l'argent des parrainages, nous assurons le salaire des deux institutrices. Soit environ 80 enfants qui n'errent plus dans les rues. Les mères ont aussi davantage de temps pour travailler la terre ou assurer les tâches ménagères. Mais comme l'école technique va bientôt redémarrer, nous devons bâtir maintenant une école maternelle séparée. Le coût de trois classes et d'un bureau s'élève à 900.000 francs.»

Devenez parrain ou marraine

La campagne «Parrainez un enfant rwandais» est depuis deux ans la principale ressource financière de Médecine pour le Tiers Monde au Rwanda. Votre argent permet à nos partenaires rwandais de concrétiser leur enthousiasme et leurs idées pour la reconstruction. La formule est très simple : vous versez 1.000 francs par mois et soutenez ainsi un orphelin mais aussi toute la collectivité qui accueille cet enfant. Si cette contribution est trop élevée, assurez un co-parrainage avec des amis ou parents. Après inscription, vous recevez la photo et les données individuelles de votre filleul. Nous publions aussi régulièrement des informations sur le parrainage dans *Solidarité internationale*.

À Runda même, on a fondé l'an passé l'association "Impuhwe". Elles rassemblent les parents des filleuls, sous la présidence du bourgmestre. Les membres d'Impuhwe gèrent eux-mêmes l'argent de la campagne de parrainage.

Ils ont décidé de ne plus consacrer au seul usage individuel une bonne part de l'argent de parrainage, mais de l'investir dans de petits projets à long terme. Ils ont, par exemple, acheté un moulin qui permet aux gens de faire moudre leur maïs ou leur sorgho contre rétribution. Le solde des fonds de parrainage et les bénéfices de ces projets sont versés sur un fonds social. Les orphelins peuvent y avoir recours pour les soins médicaux, les fournitures scolaires, etc.

Suivez-nous sur les routes de... Belgique

Participez ce 21 décembre à la journée de solidarité avec le Rwanda et l'Est zaïrois libéré. Dans les rues, les avenues, les quartiers, nous vendrons des speculoos, des cartes de vœux et le puzzle spécial «l'Afrique est une». Pour information, téléphonez à la LAI (02/573.33.86).

Veillée à la mémoire d'Annonciata Kamaliza

Annonciata Kamaliza était l'une des membres les plus connues du Front de libération rwandais. Jeune chanteuse, elle est intervenue pendant la guerre contre les auteurs du génocide en encourageant sur le front les combattants de la résistance. Elle est décédée dans un accident de voiture. En collaboration avec l'organisation Céka i Rwanda, la campagne Mille Collines

organise une veillée à sa mémoire. Ensemble, nous écouterons sa belle musique ainsi que divers témoignages. Les sympathisants du nouveau Rwanda sont les bienvenus le **vendredi 20 décembre à partir de 20h** au Centre communautaire Ten Weyngaert (trams 52 et 18, arrêt Castagnes dans l'avenue Van Volxem), avenue des Alliés 54, 1190 Forest.

Je soutiens le Rwanda

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Tél. :

Je veux être parrain ou marraine d'un orphelin. Envoyez-moi les renseignements.

Je prends un abonnement à *Solidarité Internationale* (10 numéros par an)

à 750 F,
 à 650 F (étudiants et chômeurs).

Je veux participer à un séjour de travail au Rwanda. Contactez-moi.

Je veux collaborer en Belgique à la campagne de solidarité Mille Collines.

Tenez moi au courant de vos prochaines activités.

Envoyez ce bon à la Campagne Mille Collines, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

EN BREF

Russie

Le capitalisme coûte 55 morts par jour

De 1989 à 1994, la mortalité a augmenté de 45 % en Russie. L'espérance de vie des hommes a atteint le niveau du Kenya, pays du tiers monde.

Avant l'écroulement du socialisme (déjà miné depuis longtemps) en 89, cette espérance de vie s'élevait à 65 ans. En 94 elle n'était plus que de 58 ans. Pendant cette même période, l'espérance de vie des femmes a baissé de 74 à 71 ans. Cela veut dire que, tous les mois, des Russes qui auraient vécu bien plus longtemps sous le socialisme meurent. Soit 55 par jour. Une des raisons est qu'entre 89 et 93 les dépenses pour les soins de santé ont été réduites de moitié. (*The Economist*, 21 septembre 1996)

Guatemala (1)

Violence sexuelle des militaires

Des études scientifiques au Guatemala ont révélé l'utilisation systématique de la violence sexuelle par des militaires, des années durant, dans leur guerre contre la guérilla. Le but était d'anéantir la résistance en imposant un contrôle social fondé sur la terreur.

Les scientifiques estiment que «le viol de femmes par des policiers, des militaires et des gardes civils est une véritable opération militaire ayant pour but de saper, de paralyser et finalement de briser la résistance de l'ennemi».

Les brutalités sexuelles des militaires étaient si fréquentes qu'au point culminant de cette sale guerre, la plus grande terreur des femmes indiennes guatémaltèques était de se faire violer. Un conseiller communal dans une des zones de combat a déclaré que dans son village «il serait difficile de trouver une fillette de 11 à 15 ans n'ayant pas été violée». Cette terreur sexuelle organisée est restée impunie et a même été ouvertement tolérée par l'Etat guatémaltèque. (*Third World Resurgence*, octobre 1996)

Les militaires sont arrivés au pouvoir en 1954, après le renversement du président populaire Jacobo Arbenz par un coup d'état de la CIA. L'intérêt des services américains pour le Guatemala n'a pas diminué depuis lors. Tout comme dans les Etats voisins d'Amérique centrale, la lutte contre la guérilla est dirigée par les Etats-Unis.

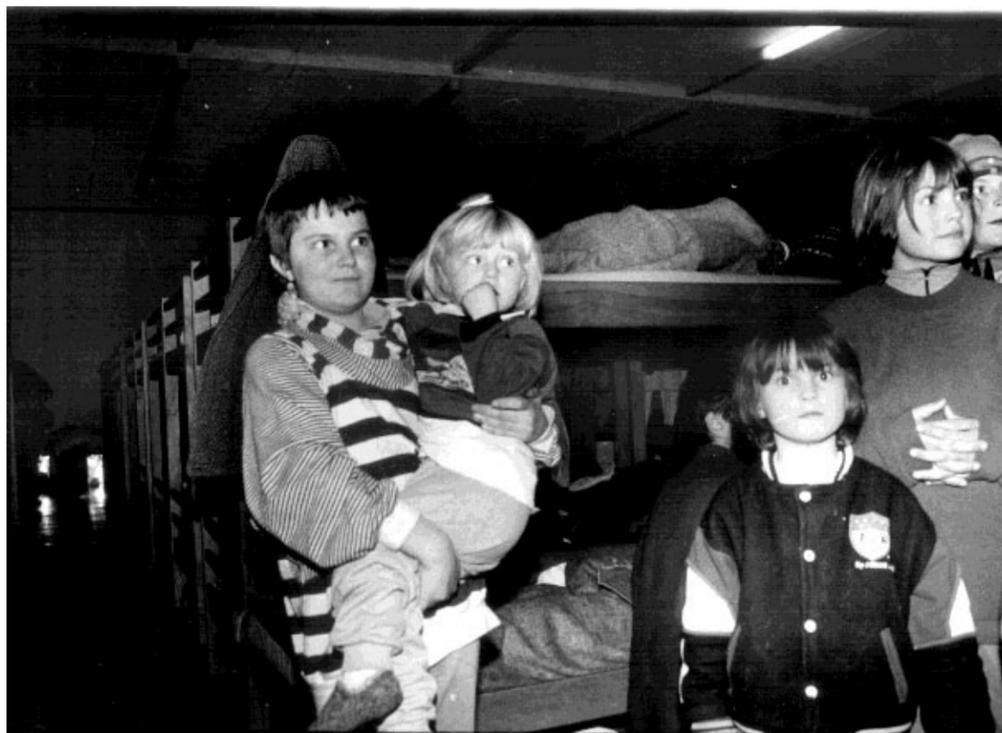
Guatemala (2)

La paix des cimetières

En 36 ans de lutte impitoyable contre la rébellion, les militaires guatémaltèques ont tué 100.000 personnes. 40.000 autres «ont disparu» et 440 villages ont été détruits.

Cette même armée se voit aujourd'hui attribuer «une nouvelle fonction dans une société démocratique». C'est du moins ce que stipulent les accords de paix signés cette année entre le gouvernement du Guatemala et le mouvement de guérilla, l'URNG. Le 29 décembre un traité de paix définitif sera signé à Oslo (*International Herald Tribune*, 5 décembre 1996).

Sans le démantèlement de l'appareil de répression, et sans justice pour les nombreuses victimes, il s'agit d'une paix des cimetières. Ainsi qu'une immense «Opération Oubliettes» pour des milliers de Dutroux.



Victimes des bombardements de l'ONU en 1995 en Bosnie. Le dépeçage de la Yougoslavie reste un enjeu de la rivalité entre les grandes puissances.

Tiraillements à Belgrade

Milosevic : enjeu de la rivalité Allemagne - USA

Déjà plusieurs semaines de manifestations massives contre le président serbe Milosevic. Selon les médias, ce mouvement représente une alternative démocratique pour la population. Qu'en est-il ?

Serge Thiry

Les protestations ont débuté après l'annulation par Milosevic des élections municipales, remportées par l'opposition. Les quatre partis de l'opposition ont formé «Zajedno», ce qui signifie «Ensemble». C'est en front uni qu'ils réclament la démission de Milosevic.

Draskovic, leader du front, «a subi une métamorphose politique remarquable : d'extrémiste nationaliste il est devenu le fervent défenseur d'une collaboration étroite avec la commu-

nauté internationale, de la démocratie et des privatisations.» (1) Autrefois, il s'opposait aux accords de Dayton considérés comme une trahison aux Serbes bosniaques. Or maintenant «les accords de Dayton sont sa bible». (1) Tout comme Milosevic, il soutient ainsi la partition ethnique et l'occupation par l'Otan de la Bosnie. Il veut que les Américains poussent Milosevic à «renoncer au pouvoir en Serbie». (1) Pour arriver au pouvoir, Draskovic compte sur les Etats-Unis. Comme tous les

nationalistes, il cherche appui auprès de la puissance impériale la plus offrande.

Les Etats-Unis laisseront-ils tomber Milosevic pour Draskovic ? Depuis les accords de Dayton, l'Allemagne a renforcé sa mainmise économique sur la Serbie. Pour le patronat allemand, Milosevic est «avant tout un gage de stabilité pour le pays comme pour nos activités». (2) La rivalité entre l'Allemagne et les USA pour le contrôle des Balkans n'a pas disparu après les accords de Dayton. Etant donné que l'Allemagne accorde son soutien à Milosevic, les Américains tirent profit des actuelles protestations contre le président serbe.

1. *NRC-Handelsblad*, 29 novembre 1996. 2. *Avancées*, décembre 96.

Cuba renvoie l'ambassadeur d'Espagne

L'Europe sur la voie anti-cubaine des USA

Pol De Vos

L'ambassadeur d'Espagne n'est plus le bienvenu à Cuba. A diverses reprises, il a ouvertement soutenu l'opposition anti-communiste et exprimé le désir qu'en l'an 1998, 100 ans après son indépendance de l'Espagne, Cuba soit «un pays libre». Le gouvernement cubain ne pouvait tolérer plus longtemps «cette immixtion ouverte et intolérable dans les affaires intérieures» du pays et a donc renvoyé l'ambassadeur dans son pays. Sur quoi le chef du

gouvernement espagnol a déclaré que l'ambassadeur «adoptait des positions très prudentes et en toute ouverture d'esprit» et que son attitude «cadrait parfaitement dans la politique espagnole envers Cuba».

Le ministère cubain des Affaires étrangères déclare à ce propos que «le gouvernement espagnol est devenu le fer de lance des intérêts nord-américains au sein de l'Union Européenne. Nous pensions que notre opposition diplomatique et les protestations persistantes de sec-teurs importants de la popula-

tion espagnole feraient renoncer le gouvernement espagnol à sa politique absurde. Mais celui-ci a poursuivi sa surenchère pédante et sottise, contre toutes les règles de la diplomatie.» (1)

Cet incident est à placer dans le cadre d'une nouvelle politique européenne vis-à-vis de Cuba, dont l'Espagne se fait le promoteur. L'Europe s'est distancée de façon formelle de l'embargo des Etats-Unis contre Cuba, parce qu'il nuit aux intérêts économiques européens. Mais applaudit bruyam-

Walt Disney frustré

Avec ses 1,2 milliards de consommateurs potentiels, la Chine constitue un marché immense pour les capitalistes. Le producteur Walt Disney, par exemple, aimerait beaucoup inonder le marché chinois de toute sa gamme de films, livres, gadgets et parcs d'attractions. Mais quand il s'est avéré que Disney préparait un film de Martin Scorsese sur le dalaï-lama tibétain, les négociations sur son entrée sur le marché chinois ont tourné court.

La Chine n'est pas disposée à jeter sa souveraineté nationale en pâture à Mickey Mouse. Ce qui fait soupirer *Newsweek* : «Pour l'industrie des loisirs la percée sur le marché chinois constitue une expérience de frustrations sans fin.» (*Newsweek*, 9 décembre 1996)

McDonald's remis à sa place

Le fastfood, cet autre monument de la culture américaine, éprouve lui aussi quelques difficultés en Chine.

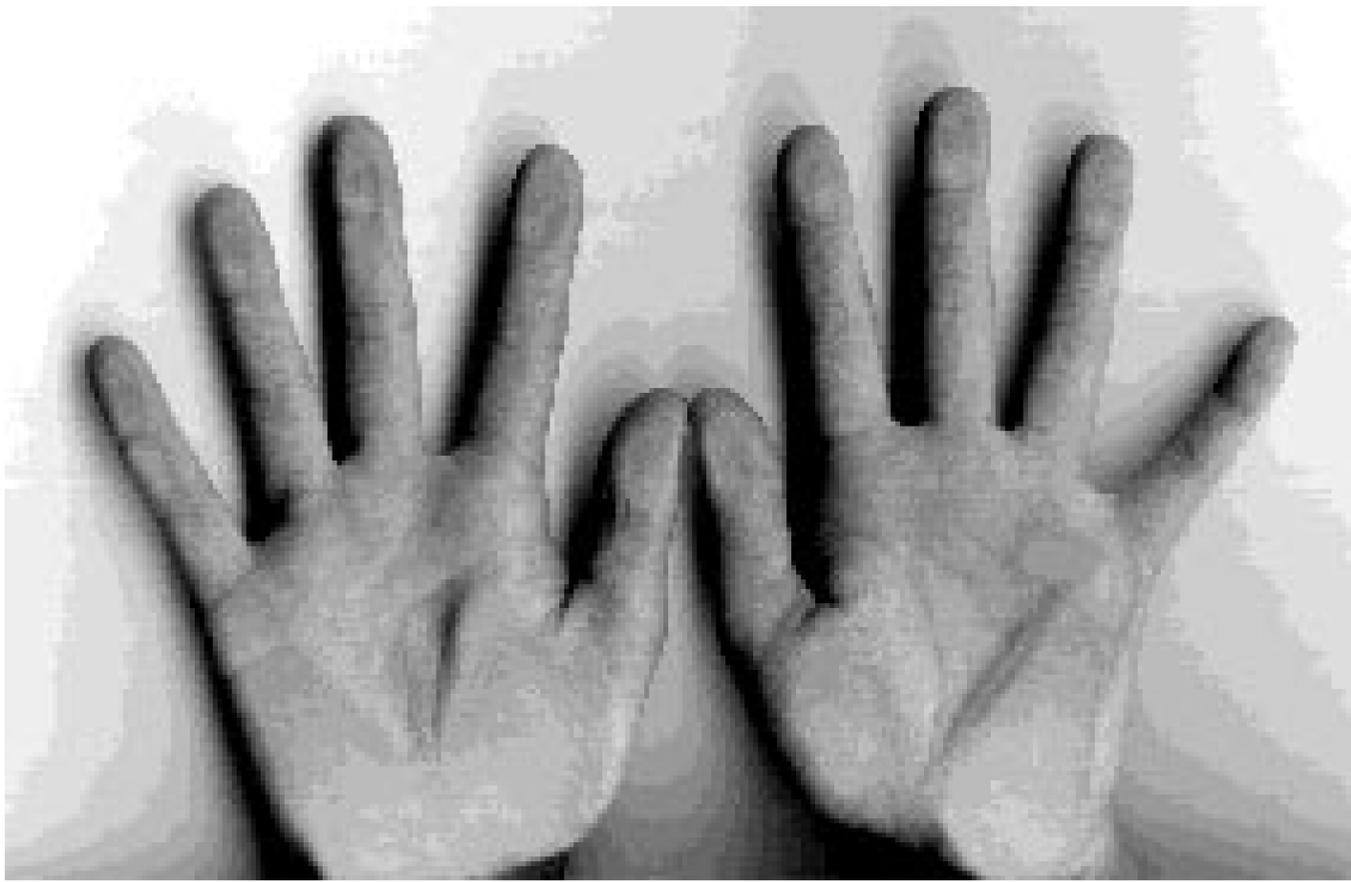
McDonald's possède un restaurant sur la place Tien An Men à Beijing. Depuis deux ans, la chaîne McDonald's s'oppose à une décision des autorités chinoises l'invitant à céder la place à un complexe de magasins. Voilà qu'il doit déménager quand-même, avec toutefois en guise de compensation l'autorisation d'ouvrir deux nouveaux restaurants dans une rue latérale. (*International Herald Tribune*, 6 décembre 1996)

Le fastfood américain ne réussit pas vraiment à gagner les faveurs du consommateur chinois. Dans la capitale de la province de Zhejiang, quatre restaurants américains ont dû fermer leurs portes faute de clientèle. Après un premier succès dû à la curiosité, les clients se sont fait rares. Question de prix, mais également de goût. (*China Daily*, 28 octobre 1996)

ment par Washington, l'Union Européenne exige maintenant des «changements politiques drastiques» en échange d'un soutien économique.

Quant à Fidel Castro, il ne cesse de répéter en tout calme que «les changements politiques dont Cuba avait besoin en 1959 (année de la révolution), ont été effectués» et assure que «Cuba entrera dans le millénaire prochain comme pays socialiste». (2)

1. *Granma Internacional*, 5 décembre 1996. 2. *El País*, 3 décembre 1996.



Dix ans déjà !

En janvier, le Centre international fête son anniversaire

La soirée du 31 décembre à Bruxelles, "Réveillons-nous" au Centre International... Qui annonce une programmation de fête pour tout le mois de janvier de sa dixième année.

Germain Mugemangango

Il y a dix ans, moi j'en avais treize et je traînais dans la rue entre l'école et l'ennui à ne plus savoir que faire de mon temps perdu. Si j'avais su qu'à ce moment-là, sous mon nez et à ma barbe, un génialoïde individu était en train de poser la première brique d'un grandiose édifice qui restera à jamais gravé dans l'histoire sous le nom de Centre international, les trottoirs de ma jeunesse m'auraient moins longtemps subi. Mais, maintenant que je le sais, je vais rattraper tout ça. J'en

aurai largement l'occasion, car la dixième année du centre promet d'être un grand cru. D'abord, tout le mois de janvier sera un mois de fête. Il y aura une programmation des plus époustouflante avec, entre autres, un drink d'anniversaire le 10 janvier, une exposition de dessins de mains d'enfants constituée par Hamsi Boubeker, peintre et musicien kabyle, un week-end cinéma à la découverte des cinq continents, des "Apéritifs poétiques" plus beaux les uns que les autres, des conférences de haut niveau et bien d'autres gourmandises...

Un seul et même thème qui se promènera en filigrane de ces fêtes : la main, la main de l'amitié tendue aux opprimés, aux plus démunis, la main à la pâte en signe d'action, les mains unies de toutes les couleurs d'Objectif 479.917 contre le racisme et pour l'égalité des droits, la main en forme de poing tendu en signe de révolte, etc.

Enfin, avant tout cela, il y aura une grande fête de Nouvel an pour célébrer à la fois l'arrivée de 1997 et le début des festivités du premier mois de la dixième année du CIC. Cette fête comportera : un excellent buffet froid de fête de 21 à 23 heures; vers 23h30, le groupe "Punctum", un groupe de percussion ultradynamique; puis une superpersonne pour assu-

rer la superambiance jusqu'aux petites heures. Dès vos premiers pas, vous serez subjugués par un décor qui vous fera entrer dans un univers décoiffant. Je ne vais pas vous prier de venir, car je meurs d'envie de voir vos regards avides quand je vous raconterai à quel point ce Nouvel an était supergénéral. Pour ceux qui veulent aussi faire des envieux et qui veulent s'éclater pour la modique somme de 600 FB repas compris, et 200 FB pour ceux qui ont la mauvaise idée de manger avant de venir, sachez que, pour être sûr d'avoir de la nourriture ou de la place, il vaut mieux réserver au 02/513.79.41 avant le 24 décembre (démarche obligatoire pour ceux qui veulent participer au buffet froid).

«Renversons la vapeur !»

La grève des cheminots français à la base d'un CD

Martine Pierre

La dernière action des cheminots de la CGT en France : la production d'un CD... Il y a tout juste un an, en effet, l'Hexagone était en ébullition, secoué par une grève des services publics contre les plans de démantèlement de la *Sécu*. Fer de lance de ce combat : les chemins de fer et plus particulièrement le syndicat CGT.

A en juger par le CD* que les cheminots CGT viennent de produire, ceux-ci sont aussi à l'avant-garde sur le plan culturel... *La voix des voies* est un spectacle en musique et en

poésie, créé à la Gare du Nord à Paris en février 1996. Dans la première partie, «chants de la tradition ouvrière internationale», on retrouve avec émotion le «Chant des marais», le «Linker marsch», «El ejercito del Ebro» et bien d'autres classiques de la chanson de lutte. Presque tous sont chantés en langue originale, cela mérite d'être souligné. La deuxième partie consiste en une cantate — rien de moins ! — où paroles et musique dansent au rythme de la lutte de classes. Des paroles façonnées par le travail et la lutte des ouvriers et réappropriées ici comme autant de

balles destinées à hâter la mise à mort du capitalisme. Jugez-en par cette valse :

«Renversons la vapeur!
et comme nos anciens
dans les gares de triage
faisons siffler les trains.
Renversons la vapeur!
Ensemble il faut remettre
tout ça sur d'autres rails.
Et qu'on n'espère pas
nous envoyer rouiller
sur des voies de garage...
Et qu'on ne compte pas
sur nous, évidemment
pour tomber sous le charme
des voies d'évitement...
Nous transportons les autres

et nous ne sommes pas
de ceux qu'on peut rouler
ou mener en bateau.
Erreur d'aiguillage...
Attention aux signaux!»

Inutile de préciser, voilà une production internationaliste parfaitement... exportable. Pour toute information, contactez Maria McGavigan aux éditions EPO, Rue Houzeau de Lehaie 20A, 1080 Bruxelles, tél : 02/414.29.88.

• *La voix des voies*, 630 FB, disponible à la Librairie Internationale, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

AGENDA

Films

«Carla's Song» de Ken Loach, Grande-Bretagne, 1996.

George, jeune chauffeur de bus un peu rebelle, aide une jeune immigrée à fuir le contrôleur de l'immigration clandestine. Il devient amoureux de Carla, réfugiée du Nicaragua, et retourne avec elle dans son pays, qui se trouve en pleine guerre civile en 1987. Il découvre la réalité de ce pays déchiré, ruiné, bafoué par les puissances étrangères.

A Bruxelles (Arenberg, UGS Acropole), Liège (Churchill), Mons (Plaza Art).

«Au loin s'en vont les nuages» d'Aki Kaurismäki, Finlande 1996.

«Histoire simple de gens simples qui perdent leur emploi. Elle travaille dans un restaurant. Il est conducteur de tramway. Le restaurant ferme. Les transports en commun d'Helsinki licencient. Ils n'ont plus de travail. Ils en cherchent. Ils n'en trouvent pas. Ou alors des tâches humiliantes, autant que le chômage. Ils essaient de créer eux-mêmes un restaurant. Un film construit sur l'absolue indignité d'une situation sociale, et l'absolue dignité de ceux qui y sont soumis» (Le Monde).

A Bruxelles (Actor's Studio), à Liège (Le Parc)

«La Promesse», de Luc et Jean-Pierre Dardenne, Belgique, 1996.

Si vous ne l'avez pas encore vu, sachez que le film des frères Dardenne (voir *Solidaire* n° 42 et 43) est toujours à l'affiche.

Igor seconde son père Roger, dans l'exploitation de main d'oeuvre immigrée clandestine en région liégeoise. Un jour, sur ordre de Roger, il laisse mourir Hamidou, tombé d'un échafaudage. Commence alors le lent éveil d'Igor...

A Bruxelles (Actor Studio, Vendôme), Liège (Le Parc), Mons (Plaza Art).



Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513.79.41

Le CENTRE INTERNATIONAL et le CAFÉ INTERNATIONAL seront fermés du 16 au 31 décembre. Pendant cette période, La LIBRAIRIE INTERNATIONALE restera ouverte.

31 déc. A partir de 21 h.

Buffet et entrée: 600 F (Enfants: 400 F) - Entrée seule: 200 F (100 F). Pour le buffet froid, réservation obligatoire avant le 24 décembre, par virement au N° 001-1592519-49 avec la mention "Réveillon".

Réveillons-nous le Centre International a dix ans

Dès 21 heures:

à vos assiettes: buffet froid varié; messages de vœux de diverses personnalités qui ont marqué les activités du Centre International depuis sa création en janvier 1987.

A partir de 23h30:
Groupe de djembéet
Fiesta avec DJ.

Je ne les trouvais pas "assez bons" pour entrer au Parti

Mais quand je le leur ai proposé, mes collègues ont presque tous accepté

Jef est militant du PTB. Il travaille dans son entreprise depuis plus de dix ans. Il y a construit en grande partie le syndicat et a dirigé diverses actions et grèves. Sa conclusion : si nous voulons un syndicat combatif, qui lutte effectivement contre le capitalisme, je dois organiser les ouvriers combatifs dans le parti.

Jos Michels

Depuis le début des années 80, je travaille dans cette entreprise. Lorsque j'ai commencé, c'est à peine s'il y avait un syndicat. J'ai pris les choses en main, avec quelques autres. Après dix ans d'efforts soutenus, il y a maintenant un solide noyau de militants syndicaux. En cas de grèves et d'actions, ils jouent un grand rôle. Je suis fier de ce travail, mais en même temps, quelque chose ne va pas. Le travail syndical est toujours porté par un nombre très limité de personnes. Je dois encore trop en être le moteur. C'est bien mais c'est en même temps très pesant et instable. Après les actions de grève contre le Plan global, j'étais épuisé. J'avais porté trop de responsabilités, trop peu délégué. Tout devait aller très vite, ces jours-là. Il a fallu vraiment longtemps avant que je m'en sorte.

Tu veux nous rejoindre ? Pas trop vite, pas trop vite...

Après coup, quand je considérais mon propre travail, je pensais : j'ai bien exécuté mes tâches comme communiste et syndicaliste de combat, nous avons joué un rôle important dans le déclenchement de la grève générale. Le parti a aussi fait une évaluation. Un des points qui en ressort : « Dans toute lutte quotidienne, nous tournons les yeux vers le socialisme comme seule issue. Seuls ceux qui ont lutté avec cette détermination contre le capitalisme et pour le socialisme peuvent lutter d'une manière soutenue pour les revendications directes des masses. » Après cette évaluation, j'ai dû reconnaître que j'avais effectivement beaucoup travaillé à cette grève mais que les gens avec qui j'avais travaillé n'avaient pas approfondi leur connaissance du capitalisme, un système qu'il est impossible de transformer. Après la grève, il n'y avait pas plus de membres du parti

qu'avant.

C'est à la dernière fête du 1er Mai que le changement s'est produit. J'y étais allé avec Jan, un ouvrier de mon entreprise. Au stand du parti, il a pris un abonnement à *Solidaire* et a choisi, comme cadeau, un livre sur Staline. En fait, il était déjà abonné : « Je m'arrangerai bien pour que quelqu'un d'autre prenne cet abonnement », a-t-il dit laconique. Je lui ai aussi donné le dépliant "Rejoignez le parti". « Lis ça. On en reparlera plus tard. » Deux heures plus tard, il était à nouveau près de moi : « J'ai lu. C'est OK pour moi, je veux entrer au parti. » Ma réponse : « Pas trop vite, pas trop vite, on doit d'abord en parler. Je pensais : « Il n'a suivi que l'école professionnelle, que pouvons-nous faire avec lui dans le parti ? » Le soir dans mon lit, je m'en mordais les doigts. Dans ma réunion de cellule, on discute de la cellule simplifiée, de la nécessité d'organiser les ouvriers d'une manière adaptée. Et quand un ouvrier dit qu'il veut entrer dans le parti, je lui réponds qu'il doit attendre ! Je lui ai rendu visite sans tarder et maintenant, il suis un cycle avec succès. Il discute du parti avec ses compagnons de travail, avec tous ceux qu'il peut. Il demande constamment ce qu'il peut faire. Il a imaginé, de sa propre initiative, un T-shirt avec le logo du parti.

A chaque action, ils prennent tous une tâche pour le parti

Après cette leçon pratique, j'ai fait toute suite une liste des autres ouvriers à qui je pouvais demander d'adhérer au parti. De Sylvain, je pensais qu'il allait accepter rapidement. Pour les autres, j'avais toutes sortes de raisons de ne pas leur demander tout de suite. Jean ne connaît pas encore le parti, ou si peu. Guido connaît le parti depuis longtemps, mais je trouvais qu'il n'en faisait pas assez pour ses capacités. Robert a du respect pour le parti, il méprise Tobback, mais il



Dans l'entreprise de Jef aussi, les syndicalistes de combat ont mobilisé pour le grand mouvement de grève contre le Plan global. « Mais aucun d'eux n'a rejoint le parti, s'est dit Jef, tout simplement parce que je ne leur ai jamais demandé... »

participe quand même de temps en temps à une soirée du SP. Louis était, selon moi, trop passif, certainement pas un battant. Finalement, je leur ai quand même proposé à tous de devenir membre du parti, sur base du dépliant "Rejoignez le Parti". Un seul camarade a décidé de ne pas encore faire le pas et de rester membre de l'Amicale. Maintenant, je suis honteux de les avoir trouvés "pas assez bons" pour le parti. Pendant la dernière grève contre l'Opération Oubliettes, chacun d'eux a joué un rôle : pour faire passer les mots d'ordre corrects, pour amener effectivement les gens à faire grève, pour distribuer les tracts du parti. Qu'ils connaissent le parti de longue date ou non, qu'ils aient suivi ou non l'enseignement professionnel, tous ont accepté une tâche spécifique. Tel est le critère et l'enjeu : chaque ouvrier qui veut faire quelque chose pour le parti peut et doit rentrer au parti. Tous sont une petite pièce de la grande machine. Si nous ne les amenons pas au parti, notre parti ne pourra jamais travailler comme il faut. Pendant une période de cinq mois, nous nous réunissons toutes les

quatre semaines, dans un cycle préparatoire à l'entrée au parti. Chaque fois, nous regardons une vidéo dans laquelle le parti se présente et donne sa vision sur le capitalisme et le socialisme, sur le fonctionnement du parti. Chacun peut y poser ses questions, faire des remarques. Parfois, il y en a beaucoup.

Un nouveau groupe l'an prochain ?

A la dernière réunion, j'ai demandé à chacun de compléter le sondage d'opinion, puis nous avons regardé ensemble la vidéo de la Marche blanche. Elle a suscité de nombreuses questions. « Le parti a engagé un procès contre l'Etat. Où est-ce que ça en est ? » « Nous sommes opposés au système mais nous l'utilisons quand même, par exemple lors des élections et maintenant pour faire un procès à l'Etat. » Tout le monde trouvait bien que le parti ne se soit pas soumis au verdict de la Justice et qu'il ait diffusé des *Solidaire* et des tracts à la manifestation. « Si, lors d'une grève, on fait peser la menace d'astreintes, le syndicat

recule parfois trop vite. La réaction du parti, au moins, est adaptée. » A propos de la revendication de dissolution de la gendarmerie, il y avait quelques doutes : la gendarmerie a-t-elle vraiment saboté les enquêtes ? Est-il vraiment possible de la dissoudre sous le système capitaliste ? Au cours de la prochaine leçon, nous approfondirons le sujet grâce à la vidéo sur la gendarmerie.

« Et maintenant, qu'allons-nous faire dans l'entreprise ? » C'était la question la plus logique. Nous avons élaboré un plan sur la manière de diffuser les sondages d'opinion dans notre entreprise. Chacun prendra une tâche, mais nous voulons surtout mettre des nouveaux au travail. Question de préparer dès maintenant le prochain cycle.

La mise sur pied d'une cellule ouvrière combative dans mon entreprise est un problème depuis dix ans. Maintenant, je vois de nouvelles perspectives. Les ouvriers du cycle ont déjà fait eux-mêmes des propositions pour demander à d'autres ouvriers d'entrer au parti. Dans le courant de l'année, nous espérons commencer un nouveau groupe.

A l'Université marxiste, on apprend à combattre les campagnes mensongères

Pourquoi étudier Staline ? Chaque jour, on nous sert de la propagande anticommuniste. La grosse artillerie a pour cible Staline. Dans les prochains mois, la plupart des chaînes de télévision vont diffuser la série "Hitler-Staline, liaisons dangereuses". Pour la énième fois, on répète qu'en fait, la peste brune et la peste

rouge, c'était à peu près la même chose. Staline serait responsable de l'arrivée d'Hitler au pouvoir et du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. La série est grotesque et absurde : ainsi, on voit Staline et Hitler figurer à peu près à la même place sur leur photo de classe. Ou on voit Hitler tendre le bras et Staline faire à peu près le

même mouvement pour se passer la main dans les cheveux... Celui qui veut défendre le socialisme ne peut faire autrement que combattre ces campagnes haineuses. Dans son livre "Un autre regard sur Staline, Ludo Martens réfute d'une manière convaincante tous les mensonges "classiques" sur Staline. Celui qui étudie ce livre

ne se laissera pas prendre facilement. Cette étude, vous pouvez la faire en groupe, à l'Université marxiste d'hiver. Deux formations auront lieu pendant les vacances de Noël :

- "Un autre regard sur Staline", du jeudi 26 au dimanche 29 décembre 1996.
- "Le parti communiste", du jeudi

2 au dimanche 5 janvier 1997. Chacune des formations coûte 2.600 F (quatre jours en pension complète dans une maison de vacances). Pour plus de renseignements, prendre contact avec le PTB, secrétariat national, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.77.60.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Fichage "préventif"

J'entends aujourd'hui au journal parlé que la gendarmerie veut intégrer les facteurs comme espions !
Ce n'est plus possible, ça va trop loin, pour qui est-ce qu'ils se prennent ? Ne sommes-nous, citoyens, pas encore assez surveillés ?
Personnellement je trouve que oui, écoutez mon histoire.
Mon fils de dix-neuf ans est membre d'un club de jeunes. Un club hors de toute politique, fré-

quenté par des jeunes de toutes tendances. De braves garçons, je peux dire, pour ceux que je connais. Ils s'engagent de tout coeur pour leur maison de jeunes et pour ses membres.
Leur seul péché est de fumer un joint de temps en temps. Pas de drogues dures ou de pilules exstacy. Ceux qui prennent des drogues dures n'entrent pas chez eux et on le sait en général.
Il y a un an environ, la gendarmerie est venue demander la liste des membres : elle enquêtait sur l'usage de drogues. Cent vingt jeunes environ ont été convoqués à la gendarmerie, ils ont été interrogés et on leur a dit de répondre le plus honnêtement possible, «dans leur propre intérêt» ! On les poussait à reconnaître qu'ils prenaient également des drogues dures et des pilules exstacy. Mon fils leur a répondu

qu'ils étaient sûrement à la mauvaise adresse, qu'il y avait un autre club de jeunes fréquenté par des fils de riches, qui eux, ont du fric pour cela.
Toutes les déclarations ont été mises dans un dossier. Quinze jours plus tard, les 120 ont dû se présenter à nouveau. Ils ont tous été photographiés, comme des bandits et, comme si ce n'était pas suffisant, on a pris leurs empreintes digitales et tout cela a été enregistré dans l'ordinateur.
Comme seule explication, les gendarmes disaient que c'était nécessaire pour le cas où il y aurait des vols : ils n'auraient qu'à regarder dans leur dossier et comparer les empreintes. «Ah, vous nous soupçonnez encore de vols ? ont demandé les jeunes. Non, non, ont-ils répondu.»
Entre-temps le curé a fermé le club de jeunes des snobs, mais ceux-là n'ont jamais été interrogés. Depuis, la maison de jeunes de mon fils et de ses amis a été cambriolée trois fois, tout le matériel hifi et autres objets de valeur ont été emportés. Malgré leur gros dossier, la gendarmerie n'a jamais trouvé des empreintes, sans parler des voleurs !
Pire encore, un membre du club s'est rendu à l'étranger. Au contrôle des passeports de l'aéroport de Zaventem, l'alerte s'est déclenchée. Il a dû suivre les gendarmes et il a été complètement fouillé ainsi que ses bagages. Voilà les remerciements de la gendarmerie pour la bienveillance de nos 120 fils à leur égard. On est averti !

Une mère inquiète
Anvers

Déshabillages à Schaerbeek : ne pas céder !

Fin octobre avec la Ligue Anti-impérialiste nous étions les hôtes des marxistes-léninistes turcs à Istanbul. Nous avons rencontré Zeynel Polat, un ex-prisonnier politique qui, en 1984, a participé à la grève de la faim au finish. Nous lui avons parlé de la police

de Schaerbeek, qui a déjà plusieurs fois obligé nos camarades à se déshabiller. Zeynel nous a appris qu'il ne faut pas céder devant de telles brutalités policières. Il a fait la comparaison avec la grève de la faim de 84 : «Notre action en 84 était dirigée contre l'obligation de porter un uniforme de prisonnier. Cet uniforme a été introduit spécialement comme instrument pour faire capituler les prisonniers, pour leur ôter leur identité de révolutionnaires. Qui le portait en fait cédait devant l'appareil de répression et se livrait à l'ennemi. Nous devons rester en cellule 24h sur 24, sans visite, même pas des avocats. Nous n'avons ni radio, ni télé, ni courrier. Par la grève de la faim, nous avons voulu montrer que les révolutionnaires n'étaient pas anéantis après le coup d'Etat fasciste de 1980 et qu'ils étaient toujours actifs. Les militants doivent apprendre comment se comporter devant des intimidations comme devoir se déshabiller. Si on cède, on se met dans une position idéologique plus faible. C'est important de montrer au monde extérieur qu'on est des révolutionnaires, même en prison. La stratégie de l'État est de démoraliser le peuple en le privant de ses révolutionnaires, l'avant-garde du peuple. Les masses se renforcent par eux; les révolutionnaires doivent sauvegarder à tout moment leur morale révolutionnaire et être un exemple.»

L'interview complet avec Zeynel Polat figure dans Solidarité Internationale (décembre 96, 80 F + port), à commander à la LAI, tél. 02/513.53.86.

Diane Vangeneugden
Genk

Salaire de prof d'université

Une récente enquête autour du livre *L'argent des riches* le démontrait : il y a une parfaite ignorance de "classe" à "classe" à propos des revenus respectifs. Votre journal vient de le prouver. Je lis en effet p.5 du n° du 4 dé-

cembre : «Vande Lanotte parle aussi de ses revenus (au moins trois à quatre millions puisqu'il est professeur d'université).» Hélas les revenus d'un professeur d'université n'ont rien d'aussi plantureux que ce qu'imagine votre rédacteur. Je vous fais parvenir mes extraits de compte 96. Vous pourrez y voir que je touche (salaire net avec quatre enfants à charge) 69.176 F par mois. A 48 ans et sans treizième mois. Bien sûr c'est beaucoup lorsqu'on pense que des chefs de famille doivent survivre avec la moitié, mais pour un "couronnement de carrière", ce n'est pas de loin comparable à ce que des cadres du privé ou de petits employés de la Communauté européenne peuvent toucher.
P.S. Savez-vous qu'il y a quelques années, ma fille avait droit à une bourse d'étude car j'étais sous le seuil de revenus ? L'Etat reconnaissait ainsi que je n'étais pas en mesure, avec mon salaire, de payer à ma fille des études universitaires... dans ma propre université !

Anne Morelli
ULB, Bruxelles



Bonne année

La rédaction souhaite à tous ses lecteurs de joyeuses fêtes de fin d'année et une bonne année de lutte 1997. La semaine prochaine il n'y a pas de Solidaire. Notre prochain numéro paraitra le 1 janvier 1997.

**Grande chaîne des
"FLOCONS BLANCS"**
Dim. 22 déc. 1996 à 15 h
aux Palais de Justice
d'Anvers, Bruxelles,
Tournai, Hasselt, Neufchateau

Parents et enfants
MAIN DANS LA MAIN
Réunissons-nous tous
pour affirmer en c(h)oeur
NOUS N'OUBLIONS PAS!

Décorations
de sapins
et
animations
diverses

Une bougie,
un noeud,
un ballon blancs
marqueront
notre solidarité

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il? Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsestraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondemaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinckesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49. • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Leuven (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Herwig Lerouge

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

1163

Nom et prénom:

Adresse:

Code postal: Commune:

Age: Entreprise/Ecole:

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

«Ces parents sont des marginaux sans aucune éducation»

La tante de Kim et Ken témoigne du traitement infligé aux parents par la police judiciaire

Ellen Mast est la tante de la petite fille assassinée Kim Heyrman et de son petit frère Ken, toujours porté disparu. Le vendredi 29 novembre, elle a donné un témoignage émouvant aux étudiants qui participaient à l'initiative "C'est du belge" de MML (Mouvement marxiste-léniniste).

«Ma nièce Kim et mon neveu Ken, de 11 et 8 ans, ont disparu le mardi 4 janvier 1994. Lorsque nous avons déclaré leur disparition, le scénario malheureusement trop connu a commencé : "Mais madame, ne vous faites pas de soucis, ces enfants ont fait une fugue. Rentrez tranquillement chez vous. Demain on verra." Parce que la police considérait qu'il était inutile d'entreprendre quoi que soit, nous avons commencé nous-mêmes des recherches dans le quartier et nous avons diffusé des affiches. Après quelques jours, la panique s'est emparée des parents et des connaissances. La police, elle, ne se faisait pas de soucis. Son attitude n'a fait qu'accroître la panique, ce qui a conduit à des agressions verbales contre les policiers qui disposaient de tous les moyens pour rechercher des enfants mais refusaient de les mettre en oeuvre. Cela n'étonne plus aujourd'hui.

Le père hospitalisé, la mère victime d'une fausse couche

Trois jours après leur disparition, la police nous a dit que Kim et Ken avait été vus avec 100 % de certitude dans le quartier "Luchtbal" (à Anvers). 100 % de certitude, à un détail près : Kim avait des cheveux longs, alors que la petite fille qu'on avait vue les avait courts ! Mais, nous disaient les policiers, c'est normal. Ces enfants vivent dans la rue depuis trois jours et les enfants des rue sont sous l'influence de bandes de jeunes. Il est donc normal qu'ils aient le crâne rasé. Voilà comment le soi-disant enquêteur voulait confirmer qu'il s'agissait d'une fugue. Les policiers se cramponnaient à leur théorie, sans tenir le moindre compte de l'opinion des parents. Ceux-ci disaient que Kim n'aurait jamais accepté de se faire couper les cheveux. Elle se mettait déjà en colère quand on voulait les



Ellen Mast (à gauche) avec Tinny, la mère de Kim et Ken. Un témoignage bouleversant sur la façon dont les parents ont été traités par la police.

égaliser, même d'un centimètre. Ce sont pourtant les parents qui connaissent le mieux leurs enfants !»

«Moi-même, je suis arrivée tard ce jour-là, rentrant des Pays-Bas. Je me suis rendue immédiatement à la police judiciaire. Pendant mon entretien avec l'un des enquêteurs, un deuxième est entré et m'a regardée d'un air méfiant. Mais le premier l'a rassuré : "C'est OK, avec elle on peut parler, on est sur la même longueur d'onde, elle étudie l'architecture." Les jours suivants, les prétendus signalements se sont accumulés et les policiers en parlaient toujours avec la même assurance, sans demander l'avis des parents. Notre angoisse augmentait de jour en jour. La police judiciaire et la brigade de la jeunesse se contentaient des signalements et déduisaient que les enfants réapparaîtraient bien un jour. S'il s'agissait d'une fugue, les enfants savaient drôlement bien se cacher. Lorsque nous demandions comment Kim et Ken, des enfants de la ville, parvenaient à survivre, on nous répondait avec assurance : "En mangeant des betteraves et en faisant la manche." Finalement, la police judiciaire et la brigade de la jeunesse ont trouvé d'autres explications : "Sans doute, y a-t-il eu une dispute fatale dans la famille. — Le père a peut-être tué ses enfants, la mère couvrant évidemment son mari." La police

judiciaire et la brigade de la jeunesse passaient leur temps à infliger aux parents des heures d'interrogatoires humiliants et inhumains. — Ces parents sont des marginaux, des vauriens sans éducation. — Ces gens sans instruction réagissent de manière hystérique. — Nous les interrogeons pendant des heures, mais eux ne font que crier et hurler." Un policier a même tenu son revolver sous le nez du père. On lui disait qu'à moins qu'un coupable ne se manifeste, il risquait d'être arrêté car de graves soupçons pesaient sur lui.

Résultat : Manuel (le père) a dû être hospitalisé suite à une surdose de médicaments et Tinny (la mère), qui était enceinte, souffrait de contractions de l'utérus. Sans importance, jugeaient les policiers. Le résultat : elle a eu une fausse couche. Dix-sept jours après la disparition de Kim et Ken, les policiers ont eu l'idée lumineuse que des chiens pisteurs pourraient peut-être leur être utiles. Cette idée leur est venue dix-sept jours après la disparition !»

Aucune excuse, aucune marque de sympathie

«Tinny s'est présentée à nouveau à la brigade de la jeunesse, répétant qu'il s'agissait peut-être d'un enlèvement et qu'elle avait le sentiment qu'on ne faisait pas tout

pour retrouver les enfants. L'inspecteur lui a répondu que, tellement pris par cette affaire, il ne mangeait plus que des tartines depuis sept semaines. En outre, c'était notre faute si l'enquête était retardée, à cause des nombreuses réactions aux affiches que nous avions apposées inutilement. La cassette du répondeur automatique comportant un enregistrement d'un suspect avait été si bien rangée par la brigade de la jeunesse qu'elle ne la retrouvait plus. Perdue. Une lettre d'une personne qui affirmait que Kim et Ken étaient dans le canal Albert n'était pas de nature à ébranler leurs certitudes. Pour eux, c'était une mauvaise farce.

Entre-temps, les relations entre Tinny et la brigade de la jeunesse s'étaient totalement dégradées. Avec cette femme marginale et fainéante, il n'y a pas moyen de dialoguer, considérait-on. Inutile de lui fournir des informations et de la tenir au courant de l'enquête. Le vendredi 11 février, 39 jours après la disparition, Tinny, le corps sans vie de sa petite fille dans les bras a pu prouver qu'elle avait raison : les enfants ne s'étaient pas enfuis. Kim a été tuée dans la soirée qui a suivi son enlèvement. Tinny avait eu raison de paniquer et de se fâcher contre les policiers de la police judiciaire et de la brigade de la jeunesse. Les enquêteurs qui s'endormaient tranquillement le soir, avaient tort.

Lorsque l'examen génétique a prouvé l'innocence du père, aucun policier n'a éprouvé le besoin de s'excuser pour l'enfer qu'on lui avait fait subir en l'accusant sans fondement, ni, à plus forte raison, de témoigner la moindre sympathie à l'égard de ces "marginaux". Au contraire, lors de la projection à la police judiciaire des images de l'enterrement de Kim, la fillette de 11 ans a été désignée comme une "putain dans un cercueil blanc".»

«Mais pourquoi cette femme se plaint sans cesse ?»

«Après 39 jours et un petit cadavre comme preuve de la réalité du crime, un juge d'instruction a enfin été désigné. A plusieurs reprises, Tinny a insisté pour avoir un entretien avec lui. On le lui a toujours refusé. Pourquoi s'entretiendrait-il avec ce couple de marginaux ?

Quelques semaines plus tard, le pull de Ken a été trouvé à l'endroit même où on avait découvert le corps de Kim. Quatre personnes, dont moi-même et la voisine qui avait offert le pull, ont confirmé qu'il s'agissait bien du vêtement de l'enfant disparu. La police n'a pas voulu nous croire, affirmant que le pull était trop petit pour un enfant de 8 ans. Résultat : il n'a pas été soumis à un examen.

Lorsque Tinny a exprimé son mécontentement devant la presse parce qu'on ne lui fournissait aucun renseignements, la Justice a réagi avec indignation. Que veut-elle encore savoir de plus, de quoi se plaint-elle encore ?

Nous avons appris par hasard qu'un nouveau juge d'instruction avait été désigné depuis un certain temps. Pourquoi nous aurait-on mis au courant ? Tinny a quand même été reçue par celui-ci. La pression sur la Justice était devenue trop grande. Cet entretien était le premier et le dernier. Le juge d'instruction a déclaré qu'il était suffisamment informé.

Nous avons appris que le jour après la disparition de Kim et Ken, une somme de 1,4 million a été versée au compte de Dutroux. La Justice d'Anvers considère pourtant qu'une enquête et un examen génétique sont inutiles. Par contre, la police judiciaire a cru nécessaire de diffuser une longue liste de ses prestations dans l'enquête sur Kim et Ken. Un élément a été omis en bas de la liste. Ils auraient dû ajouter "Résultat : néant".»

A l'Université marxiste d'hiver pour les jeunes, Tinny, la mère de Kim et Ken, témoignera. Un débat sera aussi organisé sur le thème "Comment fonctionne la justice ? Que signifie la justice de classe ?" L'université d'hiver se déroule du 26 au 29 décembre. Renseignements : Rebelle, 02/513.77.60.